85-219F
1990/92
c. 3

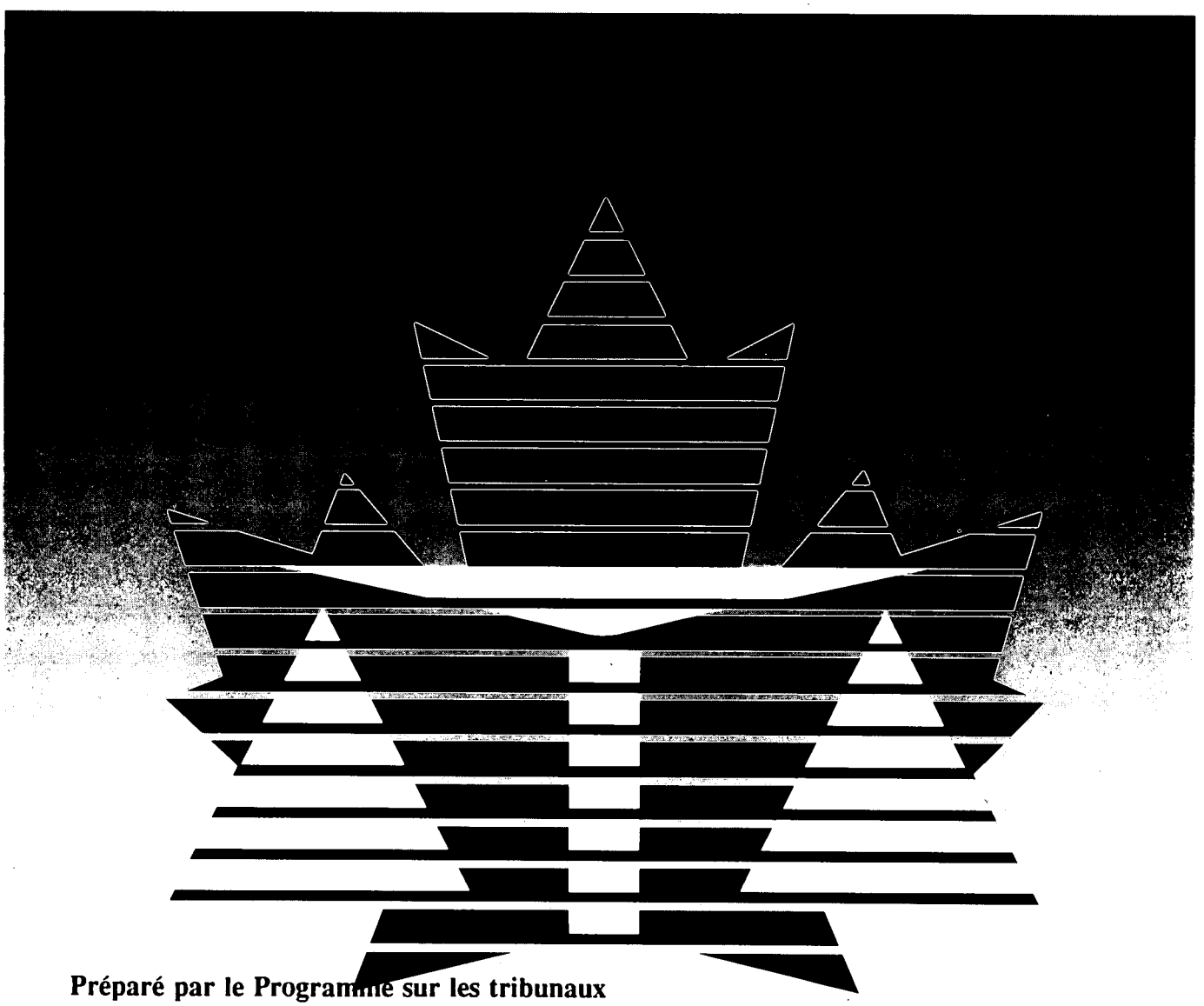
NOMBRE DE CAUSES ENTENDUES DEVANT LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE POUR ADULTES RAPPORT SUR LES TENDANCES

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, NOUVELLE-ÉCOSSE, QUÉBEC ET YUKON

1990-1991 et 1991-1992

Canadian Centre for Justice Statistics

Centre canadien de la statistique juridique



Préparé par le Programme sur les tribunaux
Centre canadien de la statistique juridique
Octobre 1993

(This document is available in English)

Statistics Canada Statistique Canada

Canada

Note de Reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

NOMBRE DE CAUSES ENTENDUES DEVANT LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE POUR ADULTES

RAPPORT SUR LES TENDANCES

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, NOUVELLE-ÉCOSSE, QUÉBEC, ET YUKON

1990-1991 et 1991-1992

Remerciements:

Ce rapport est le fruit de la collaboration entre les représentants des organismes publics responsables des tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada. Le Centre canadien de la statistique juridique tient à remercier de leur collaboration, le Ministère du Procureur général de la Nouvelle-Écosse et les ministères de la Justice de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, et du Yukon.

Pour tous renseignements, communiquez avec:
Information et services à la clientèle
Centre canadien de la statistique juridique
19e étage, Immeuble R.H. coats
Parc Tunney
Ottawa, Ontario
K1A 0T6
1-800-387-2231 (Numéro sans frais)
(613) 951-6615 (Fax)

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Liste des tableaux	i
1.0 Introduction	1
Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes	
1.1 Portée	2
1.2 Champ d'observation	2
1.3 Composante du nombre de causes de l'ETJCA	3
1.4 Unités de base	3
1.5 Notes méthodologiques	4
1.6 Indicateurs de données	5
1.7 Comparabilité des données - caractéristiques des causes et nombre de causes de l'ETJCA	5
1.8 Comparaisons entre les provinces et les territoires	6
1.9 Comparabilité des données de l'ETJCA et des données pour les autres secteurs du système de justice pénale	6
2.0 Tendances des données sur le nombre de causes	
2.1 Indicateurs de volume	8
2.1.1 Nombre d'accusations déposées	8
2.1.2 Nombre d'accusations ayant fait l'objet d'une décision	8
2.1.3 Nombre d'audiences-causes	9
2.2 Indicateurs de traitement et d'arriérés	9
2.2.1 Différence absolue	9
2.2.2 Nombre d'accusations en instance à la fin	9
ANNEXE A : DONNÉES CONTEXTUELLES : CRIMINALITÉ ET POPULATION	28
ANNEXE B : DÉFINITIONS DES COMPOSANTES DU NOMBRE DE CAUSES - ETJCA	29
ANNEXE C : NOTES MÉTHODOLOGIQUES	36

Signes conventionnels

.. nombres non disponibles
- néant ou zéro
- - nombres infimes

Liste des tableaux

Indicateurs de volume

1	Causes et accusations déposées, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	10
2(A)	Causes et accusations déposées, selon la catégorie de loi, Île-du-Prince-Édouard, 1990-91 et 1991-92	11
2(B)	Causes et accusations déposées, selon la catégorie de loi, Nouvelle-Écosse, 1990-91 et 1991-92	12
2(C)	Causes et accusations déposées, selon la catégorie de loi, Québec, 1990-91 et 1991-92	13
2(D)	Causes et accusations déposées, selon la catégorie de loi, Yukon, 1990-91 et 1991-92	14
3	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	15
4(A)	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, selon la catégorie de loi, Île-du-Prince-Édouard, 1990-91 et 1991-92	16
4(B)	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, selon la catégorie de loi, Nouvelle-Écosse, 1990-91 et 1991-92	17
4(C)	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, selon la catégorie de loi, Québec, 1990-91 et 1991-92	18
4(D)	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, selon la catégorie de loi, Yukon, 1990-91 et 1991-92	19
5	Accusations ayant fait l'objet d'une décision, selon la décision rendue, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	20
6	Audiences-causes, selon le genre d'audience, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	21

Indicateurs de traitement et d'arriérés

7	Déposée et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	22
8(A)	Accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, selon la catégorie de loi, Île-du-Prince-Édouard, 1990-91 et 1991-92	23
8(B)	Accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, selon la catégorie de loi, Nouvelle-Écosse, 1990-91 et 1991-92	24
8(C)	Accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, selon la catégorie de loi, Québec, 1990-91 et 1991-92	25
8(D)	Accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, selon la catégorie de loi, Yukon, 1990-91 et 1991-92	26
9	Accusations et causes en instance à la fin, quatre provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-91 et 1991-92	27

1.0 INTRODUCTION

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) est le pivot d'une entreprise fédérale-provinciale/territoriale vouée à la production de statistiques et de renseignements nationaux sur l'appareil judiciaire au Canada. L'objectif du Programme des tribunaux du CCSJ consiste à recueillir et à diffuser des données statistiques sur le fonctionnement des tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et des tribunaux de la jeunesse au Canada.

Le présent rapport s'inscrit dans une série de diffusions annuelles de données que le Programme des tribunaux produit en se fondant sur l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA). Il contient des données déclarées à l'une des deux composantes de l'ETJCA, soit celle relative au nombre de causes. Les données sur les tribunaux provinciaux et territoriaux de juridiction criminelle de la Nouvelle-Écosse, du Québec et du Yukon concernent les exercices financiers 1990-1991 et 1991-1992 et les données sur ceux de l'Île-du-Prince-Édouard portent sur la période allant de juillet 1991 à mars 1992. Le rapport a pour but de fournir des renseignements sur l'évolution du volume de causes et de l'arriéré judiciaire. Dans l'introduction du rapport, on décrit l'objectif, la méthodologie, les unités de dénombrement et le champ d'observation de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes. Dans la section «Tendances des données sur le nombre de causes», on présente un certain nombre de tableaux et de graphiques sur les tendances relatives au volume de causes et à l'arriéré judiciaire en s'appuyant sur la base de données du nombre de causes de l'ETJCA.

Le rapport comprend également plusieurs annexes où sont fournies des renseignements supplémentaires utiles au lecteur. L'annexe A contient des renseignements contextuels sur les personnes ayant été inculpées par les forces policières et des estimations démographiques. L'annexe B renferme les définitions normalisées de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes pour la composante du nombre de causes. Dans l'annexe C «Notes méthodologiques», on présente des renseignements plus détaillés sur la qualité des données et les procédures employées par l'ETJCA pour la détection et la correction des erreurs.

Le Programme des tribunaux produit en outre le rapport statistique sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes qui fournit des renseignements plus détaillés sur les caractéristiques des causes dans les tribunaux provinciaux et territoriaux de juridiction criminelle. Le rapport contient les données qui ont été déclarées dans le cadre de la deuxième composante de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, soit celle relative aux caractéristiques des causes. Le rapport décrit les processus dans les tribunaux provinciaux, les caractéristiques et les issues des accusations et les caractéristiques de base des accusés.

Dans les pages suivantes, on décrit les concepts et la méthodologie qui ont servi à préparer aux fins de diffusion les données sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes.

Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

1.1 Portée

Le but de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) est de créer et de mettre à jour une base de données nationales sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, qui renferme des renseignements statistiques sur les audiences, les accusations, et les causes. L'enquête se veut un recensement des causes entendues par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada relativement à des infractions aux lois fédérales et provinciales/ territoriales et aux règlements municipaux. L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes a deux composantes: celle des caractéristiques des causes et celle du nombre de causes. La composante du nombre de causes, laquelle fait l'objet du présent rapport, permet de recueillir des données agrégées sur les accusations, les audiences et les causes pour ce qui est des infractions aux lois fédérales et provinciales et aux règlements municipaux jugées par les tribunaux provinciaux ou territoriaux de juridiction criminelle pour adultes. La composante des caractéristiques des causes prévoit la collecte de données sur les accusations, les audiences, et les causes ayant trait aux infractions aux lois fédérales jugées par les tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle.

1.2 Champ d'observation

L'Île-du-Prince-Édouard (5 tribunaux), la Nouvelle-Écosse (38 tribunaux), le Québec (54 tribunaux) et le Yukon (18 tribunaux) déclarent actuellement des données dans le cadre de l'ETJCA pour le rapport de 1991. Ensemble, ils représentent environ 23 % des causes entendues par les tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada. Les données de la cour municipale de Halifax et de la cour provinciale de Liverpool, où sont entendues près de 15 % des accusations relatives à des infractions aux lois fédérales en Nouvelle-Écosse ne sont pas disponibles. De même, les données des 133 cours municipales du Québec ne sont pas incluses dans l'enquête. Environ 20 % des accusations concernant des infractions aux lois fédérales au Québec sont entendues par les cours municipales.

On reconnaît que l'absence d'une couverture nationale complète des tribunaux provinciaux et territoriaux en plus des données sur les cours municipales, les cours supérieures et les cours d'appel limite grandement certaines applications de données. On accorde maintenant la priorité à la mise en oeuvre de l'ETJCA au niveau des tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle, en raison du nombre assez élevé de causes visées et vu l'importance de l'informatisation des systèmes d'information dans les tribunaux provinciaux et territoriaux. Les cours municipales, les cours supérieures et les cours d'appel pourront être incluses à mesure que les systèmes opérationnels locaux seront informatisés et à mesure que les ressources pour l'élaboration de l'enquête deviendront disposibles.

À l'heure actuelle, l'ETJCA permet de recueillir des données sur les indicateurs des activités criminelles des adultes au niveau des tribunaux provinciaux et territoriaux. L'ETJCA ne porte pas sur les adolescents ayant fait l'objet de décisions prononcées par les tribunaux provinciaux de la jeunesse. Toutefois, les adolescents renvoyés à un tribunal pour adultes en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* et les adolescents qui se sont vus infliger une contravention sont visés ici parce qu'ils font partie de la charge de travail des tribunaux provinciaux pour adultes.

1.3 Composante du nombre de causes de l'ETJCA

La composante du nombre de causes de l'ETJCA est conçue pour recueillir trimestriellement des données agrégées sur les accusations, les causes et les comparutions auprès de tous les secteurs de compétence au Canada. Le nombre de causes et d'accusations en instance, déposées et ayant fait l'objet d'une décision au cours de chaque trimestre est fixé selon la catégorie de loi. On recueille également des données sur le nombre total d'audiences tenues durant la période de référence. Tous les chiffres sur les accusations sont saisis, tandis que les chiffres sur les causes et les audiences-causes se limitent à la loi la plus sévère dont il est question lors de la comparution.

Les programmes d'interface du système du CCSJ extraient des données du système des tribunaux locaux. Le Centre reçoit également des données sous la forme d'un rapport agrégé normalisé pour chaque tribunal local. Le fait que les données de l'enquête soient lisibles par machine en facilite le traitement et réduit au minimum le fardeau des répondants.

1.4 Unités de base

Les éléments d'information recueillis à partir des systèmes des tribunaux provinciaux figurent ci-après selon quatre catégories d'unités de base (des définitions détaillées figurent à l'annexe B).

Accusation	Accusation : contravention	Cause	Audience-cause
En instance au début	En instance au début	En instance au début	Audience de non-procès
Déposée	Déposée	Déposée	Audience de procès
Ayant fait l'objet d'une décision	Ayant fait l'objet d'une décision	Ayant fait l'objet d'une décision	
En instance à la fin	En instance à la fin	En instance à la fin	

Les quatre catégories d'unités de base du nombre de causes sont les suivantes :

Accusation : Le nombre agrégé de toutes les accusations qui sont traitées au cours de la période de référence. Les accusations figurent selon la catégorie de loi (lois fédérales, lois provinciales et règlements municipaux). Les chiffres sont recueillis selon quatre catégories : en instance au début, déposée, ayant fait l'objet d'une décision et en instance à la fin. L'annexe B renferme des descriptions détaillées de ces catégories.

Accusation - contravention : Le nombre agrégé de tous les chefs d'accusation indiqués sur les contraventions traitées au cours de la période de référence. Les chiffres des accusations sont recueillis selon quatre catégories : en instance au début, déposée, ayant fait l'objet d'une décision et en instance à la fin.

Cause : Le nombre agrégé de toutes les causes traitées par les tribunaux au cours de la période de référence. Par «cause» on entend une ou plusieurs accusations portées contre un accusé lorsque les accusations sont présentées pour la première fois devant un même tribunal à la même date. Chaque cause est comptée en fonction de la loi la plus sévère (LPS) visée lors de la comparution et en fonction de la décision la plus sévère (DPS).

Audience-cause : Le nombre agrégé des audiences-causes, selon la LPS, au cours de la période de référence. Par audience-cause, on entend la comparution d'un accusé devant le tribunal à n'importe quelle date au cours de la période de référence.

1.5 Sommaire de la méthodologie

Dans le cadre de la composante du nombre de causes de l'ETJCA, des données agrégées sur les volumes des accusations, des causes et des audiences sont tirées des systèmes informatisés opérationnels des provinces et des territoires. Ces données sont extraites à l'aide d'un logiciel d'interface et sont transmises au CCSJ tous les trimestres. Les données font l'objet de procédures d'évaluation appliquées à la fois par les provinces et territoires et par les responsables de l'ETJCA. Ces derniers soumettent les données à un nombre limité de vérifications qui permettent de déceler les données en double et les données manquantes ou les incohérences logiques dans les relations entre les éléments d'information ou entre les périodes. Les résultats de ce processus sont le fondement des rapports qui servent à exercer un contrôle.

Les procédures de contrôle de la qualité des données sont appliquées aussi lors des étapes de création de l'interface et de production des données pour évaluer les limites et la comparabilité des données (définitions et unités de base). Ces procédures comportent notamment un premier survol des données afin d'examiner la relation entre les variables et de déceler les problèmes importants en ce qui concerne la structure ou le cliché d'articles de l'observation. On effectue ensuite une analyse quantitative des données pour déterminer comment les valeurs se répartissent dans les variables. Il existe aussi d'autres procédures manuelles, dont les vérifications de la cohérence des données en consultant d'autres sources fournissant la même information (p. ex. les rapports annuels) et l'examen des unités de données comparables au sein de la base de données de la composante des caractéristiques des causes de l'ETJCA.

Pour obtenir plus de détails sur la qualité des données et sur les procédures de détection et de correction des erreurs employées par l'ETJCA, se reporter à l'annexe C «Notes méthodologiques».

1.6 Limites des données

Pour plusieurs raisons, les données de l'ETJCA doivent être considérées comme des **indicateurs** du nombre de causes et des caractéristiques des causes plutôt que comme des valeurs précises.

On ignore l'ampleur du sous-dénombrement, c'est-à-dire la mesure dans laquelle l'ensemble des audiences, des accusations et des causes ont été déclarés dans le cadre de l'enquête. On suit de près le champ d'observation de l'enquête et la déclaration des données et les représentants des provinces et des territoires informent, si possible, le Programme des tribunaux lorsqu'ils soupçonnent des problèmes ou des anomalies au chapitre de la déclaration.

Les données sur les causes figurant dans les tableaux sont déclarées selon la loi la plus sévère. Ce genre de représentation des données occasionne un sous-dénombrement des situations moins graves.

Aux fins de l'ETJCA, une accusation est comptée plus d'une fois dans une province ou un territoire: a) si elle est l'objet d'un arrêt des procédures, puis introduite à nouveau et si on lui attribue des identificateurs différents; b) si elle est l'objet d'une désistement d'un tribunal à un autre; ou c) si elle est l'objet d'un renvoi devant la cour supérieure, puis retournée devant la cour provinciale et si on lui attribue des identificateurs différents. Les données sur le nombre de causes étant agrégées, ces accusations ne peuvent pas être isolées et, par conséquent, sont incluses dans le présent rapport.

Les limites des données mentionnées plus haut réduisent les possibilités de faire des couplages avec les données d'autres secteurs du système judiciaire, notamment les services policiers et les services correctionnels. Les différences en ce qui a trait aux politiques, l'administration, aux définitions et aux méthodes de collecte des données dans les secteurs peuvent également se traduire par des différences dans les comptes. Pour ces raisons, il faut faire preuve de prudence lorsque l'on établit des comparaisons entre les données pour les autres secteurs du système de justice pénale.

1.7 Comparabilité des données - caractéristiques des causes et nombre de causes de l'ETJCA

Le lecteur est prié de noter que le nombres d'accusations portées et le nombre de causes que l'on publie ici ne sont pas directement comparables aux nombres présentés dans les rapports de l'ETJCA sur la composante des caractéristiques des causes. Lorsque l'on examine les nombres obtenus des deux composantes de l'enquête, il faut tenir compte des différences techniques suivantes :

a)Selon la composante du nombre de causes, le mandat d'amener est une décision finale, de telle sorte que toute audience ultérieure signifie la présentation de nouvelles accusations ou de nouvelles causes. Cependant, selon la composante des caractéristiques des causes, toute audience ultérieure à un mandat d'amener est liée à l'accusation initiale ou à la cause initiale. Ainsi, les

chiffres sont plus élevés pour la composante du nombre de causes que pour celle des caractéristiques des causes.

b)La composante du nombre de causes traduit les données telles qu'elles sont représentées dans les bases provinciales et territoriales de données sur la gestion des causes, tandis que la composante des caractéristiques des causes prévoit un traitement plus poussé des données afin d'éliminer les données en double ou non interprétables, de corriger les erreurs et d'imputer les données manquantes. Les chiffres pour le nombre de causes risquent d'être légèrement supérieurs à ceux pour les caractéristiques des causes.

c)Les deux composantes de l'ETJCA emploient des règles différentes pour le nombre de causes faisant l'objet de plusieurs accusations. Bien que la composante des caractéristiques des causes applique la règle de l'infraction la plus grave à cette fin, la composante du nombre de causes emploie la règle de la loi la plus sévère.

d)Les données pour les deux composantes de l'enquête peuvent être extraites à différents moments des systèmes opérationnels des provinces et des territoires. Bien que les données sur les caractéristiques des causes puissent être extraites tous les mois, les données sur le nombre de causes sont généralement extraites tous les semestres. Le nombres pour les deux composantes peuvent subir l'influence des mises à jour et des corrections apportées en tout temps aux bases de données provinciales et territoriales sur la gestion des causes.

e)Les accusations renvoyées devant la Cour supérieure figurent dans le présent rapport; elles ont été toutefois exclues du rapport «Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes 1991».

1.8 Comparaisons entre les provinces et les territoires

Les données présentées ici montrent les différences entre les provinces et les territoires. Ces divergences peuvent s'expliquer en partie par les différences touchant les procédures de fonctionnement et d'enregistrement dans les tribunaux, l'interprétation des lois ou des concepts juridiques, les pratiques en matière de détermination de la peine et les caractéristiques démographiques de la population. Il faut donc faire preuve de prudence lorsque l'on compare les données entre les provinces et les territoires.

1.9 Comparabilité des données de l'ETJCA et des données pour les autres secteurs du système de justice pénale

Les chiffres de la police provenant de la déclaration uniforme de la criminalité (DUC) quant aux infractions classées par mise en accusation sont inférieurs aux nombres présentés ici relativement aux accusations ayant fait l'objet d'une décision par les tribunaux provinciaux/territoriaux. Cette différence découle des règles de déclaration visant à déterminer le nombre d'infractions classées par mise en accusation aux fins du Programme de DUC. Pour la DUC, les crimes de violence sont comptés à partir du nombre de victimes en cause dans l'affaire, tandis que les crimes sans violence sont comptés à partir du nombre de causes séparées. De plus, le nombre de crimes tel que compilé par la DUC ne dépend pas du nombre de personnes accusées. Par conséquent, un crime au sens de la DUC peut résulter en plus d'une accusation en cour. Par exemple, une introduction par effraction au sens de la DUC impliquant deux accusés correspondra a au moins deux accusations d'introduction par effraction et ce nombre pourrait même être plus élevé si d'autres accusations étaient déposées pour vol, possession de biens volés, etc. Étant donné que l'ETJCA n'utilise pas ces règles de déclaration pour déterminer les nombres d'accusations, les chiffres provenant des tribunaux à ce chapitre ont tendance à être supérieurs à ceux provenant du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Les chiffres de la police concernant les personnes accusées sont généralement supérieurs aux nombres de causes ayant fait l'objet d'une décision par les tribunaux provinciaux/territoriaux, contenus dans le présent rapport. Cette différence s'explique en partie par le fait qu'une accusation ou plusieurs accusations à l'égard d'une personne peuvent être rejetées au stade des poursuites. Les programmes de déjudiciarisation et autres modes de règlement des litiges peuvent également réduire le nombre de causes entendues devant un tribunal. Enfin, le décalage entre la mise en accusation d'une personne et le jugement d'une cause par les tribunaux peut entraîner des écarts du nombre d'accusés pris en compte dans les statistiques de la police et dans les statistiques des tribunaux pour la même période de référence.

2.0 TENDANCES DES DONNÉES SUR LE NOMBRE DE CAUSES

Le nombre d'éléments que saisit la composante du nombre de causes de l'ETJCA permet d'élaborer une vaste gamme de présentations de données. Aux fins du présent rapport, les indicateurs de volume et d'arriérés retenus sont présentés à l'échelon provincial ou territorial. L'analyse comprend un examen des mesures de volume pour les chiffres des accusations et des causes "déposées" et "ayant fait l'objet d'une décision" de même que les chiffres des audiences-causes. L'analyse comprend aussi un examen des taux de disposition et des mesures d'arriérés. Le texte s'accompagne de tableaux et de graphiques pertinents.

2.1 Indicateurs de volume

2.1.1 Chiffres des accusations déposées et des causes - tableaux 1 à 2(D)

Les chiffres des accusations et des causes que renferme cette section sont des indicateurs agrégés de la charge de travail des tribunaux de juridiction criminelle quant aux accusations déposées au cours des périodes de référence. Par «déposées» on entend les accusations et les causes dont les tribunaux ont été saisis lors de la comparution durant les périodes de référence. Sont présentés ici les chiffres des accusations déposées devant les tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle et les taux de variation comparatifs entre ces chiffres. Les totaux sont aussi présentés par grande catégorie de loi.

2.1.2 Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision - tableaux 3 à 5

Les chiffres des accusations et des causes que l'on présente dans cette partie sont des indicateurs agrégés de la charge de travail des tribunaux de juridiction criminelle "ayant fait l'objet d'une décision" au cours des périodes de déclaration. L'expression "ayant fait l'objet d'une décision" désigne les accusations et les causes qui ont été traitées (et qui ont fait l'objet d'une décision) par les tribunaux au cours des périodes de référence. La présente partie fournit les chiffres au niveau provincial sur le volume d'accusations, de contraventions et de causes «ayant fait l'objet d'une décision»; la variation des données au niveau provincial/territorial quant aux accusations, aux contraventions et aux causes; la variation des données au cours des périodes de référence disponibles; et la nature des décisions rendues par les tribunaux.

Les chiffres relatifs aux causes sont mis en tableaux à l'aide de la règle dite de la loi la plus sévère (LPS), selon laquelle une personne n'est comptée qu'une fois pour la plus grave des accusations entendues lors de la première comparution. Les chiffres relatifs aux dispositions réelles ne correspondent donc pas au chiffre de la répartition des dispositions.

2.1.3 Comptes des audiences-causes - tableau 6

L'expression "audience-cause" désigne le nombre de comparutions de l'accusé devant un tribunal au cours de la période de référence. Un personne qui comparaît en cour trois jours différents durant une même période de référence équivaut à trois audiences-causes. Les audiences-causes se répartissent en deux catégories : les audiences "de procès" et les audiences "de non-procès". Ces dernières comprennent des audiences de libération provisoire par voie judiciaire, des comparutions et des audiences d'imposition de la peine.

Les renseignements sur les audiences-causes fournissent à l'administrateur judiciaire un moyen de mesure plus détaillé de la nature de l'utilisation des tribunaux, c'est-à-dire que chaque comparution devant le tribunal est saisie.

Cette section-ci examine les chiffres des audiences-causes, en termes du volume de comparutions selon les genres d'audience et les catégories de loi, de même que l'évolution des comptes dans le temps.

2.2 Indicateurs de traitement et d'arriérés

2.2.1 Différence entre les chiffres des accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision - tableaux 7 à 8(D)

La différence absolue entre les accusations «déposées» et «ayant fait l'objet d'une décision» pour chaque période de référence donne un aperçu de l'état de l'arriéré des causes. Cet indicateur du traitement mesure en termes absolus la variation trimestrielle de l'arriéré des causes (c'est-à-dire celles qui s'ajoutent à l'arriéré ou qui en sont supprimées). Ces renseignements sont présentés selon le genre de loi.

2.2.2 Accusations et causes en instance à la fin - tableau 9

Cette section-ci examine l'arriéré mesurable des tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle au Canada. L'expression "en instance à la fin" désigne la charge de travail qui est reportée d'un trimestre à l'autre sans avoir fait l'objet d'une décision. Le tableau 9 décrit le volume absolu d'accusations et de causes en instance à la fin de chaque période de référence. Ces renseignements sont présentés selon la province et le genre de loi.

TABLEAU 1: CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES (1), QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92

PROVINCE & TRIMESTRE	ACCUSATIONS DÉPOSÉES #	ACCUSATIONS DÉPOSÉES variation % d'une année à l'autre	CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES #	CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES variation % d'une année à l'autre	CAUSES DÉPOSÉES #	CAUSES DÉPOSÉES variation % d'une année à l'autre
ILE–DU–PRINCE–ÉDOUARD (2)						
avr.– juin, 1990	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..
avr.– juin	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,670	..	188	..	2,776	..
oct. – dec.	2,742	..	121	..	2,029	..
jan. – mar., 1992	2,403	..	86	..	1,838	..
NOUVELLE–ÉCOSSE						
avr.– juin, 1990	9,765	..	20,463	..	12,456	..
juil. – sept.	11,613	..	22,140	..	14,157	..
oct. – dec.	11,245	..	20,199	..	13,349	..
jan. – mar., 1991	10,015	..	17,394	..	11,664	..
avr.– juin	10,832	10.9%	22,354	9.2%	14,235	14.3%
juil. – sept.	11,625	0.1%	20,793	–6.1%	14,405	1.8%
oct. – dec.	11,410	1.5%	17,989	–10.9%	12,948	–3.0%
jan. – mar., 1992	10,936	9.2%	15,752	–9.4%	11,251	–3.5%
QUÉBEC						
avr.– juin, 1990	83,604	..	31,002	..	72,592	..
juil. – sept.	77,588	..	37,307	..	74,997	..
oct. – dec.	83,207	..	56,267	..	96,673	..
jan. – mar., 1991	84,043	..	30,382	..	72,899	..
avr.– juin	90,083	7.7%	36,823	18.8%	80,943	11.5%
juil. – sept.	88,664	14.3%	36,306	–2.7%	80,702	7.6%
oct. – dec.	90,286	8.5%	37,821	–32.8%	83,562	–13.6%
jan. – mar., 1992	97,462	16.0%	43,361	42.7%	90,399	24.0%
YUKON						
avr.– juin, 1990	1,519	..	3,319	..	3,335	..
juil. – sept.	1,291	..	2,745	..	2,786	..
oct. – dec.	1,095	..	2,118	..	2,407	..
jan. – mar., 1991	975	..	2,128	..	2,448	..
avr.– juin	997	–34.4%	3,461	4.3%	2,944	–11.7%
juil. – sept.	1,198	–7.2%	2,907	5.9%	2,871	3.1%
oct. – dec.	1,231	12.4%	2,421	14.3%	2,616	8.7%
jan. – mar., 1992	1,042	6.9%	2,804	31.8%	3,138	28.2%

(1) Pour tous les tableaux présentés dans ce rapport, les chiffres concernant les causes et les accusations comprennent toutes les lois fédérales, provinciales et les règlements municipaux.
(2) Les chiffres de l'Ile–du–Prince–Édouard sur les contraventions provinciales ne sont pas disponibles. Les chiffres de cette catégories comprennent seulement les contraventions fédérales.

TABLEAU 2(A): CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	LOIS PROVINCIALES CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,670	1,245	69	92	1,406	1,042	981	204	2,227	37
oct. – dec.	2,742	1,050	26	123	1,199	777	589	145	1,511	32
jan. – mar., 1992	2,403	937	22	49	1,008	704	483	152	1,339	56
TOTAL	8,815	3,232	117	264	3,613	2,523	2,053	501	5,077	125
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	188	–	–	188	188	..	..	..	..	–
oct. – dec.	121	–	–	121	121	..	..	..	..	–
jan. – mar., 1992	86	–	–	86	86	..	..	..	..	–
TOTAL	395	–	–	395	395	..	..	..	..	–
CAUSES DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	2,776	782	33	54	869	1,091	563	220	1,874	33
oct. – dec.	2,029	613	16	64	693	820	339	154	1,313	23
jan. – mar., 1992	1,838	574	14	12	600	730	313	150	1,193	45
TOTAL	6,643	1,969	63	130	2,162	2,641	1,215	524	4,380	101

TABLEAU 2(B): CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, NOUVELLE-ÉCOSSE, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES				REGL. MUN.
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	9,765	7,148	360	1,086	8,594	874	54	95	1,023	148
juil. – sept.	11,613	8,982	450	844	10,276	924	92	128	1,144	193
oct. – dec.	11,245	8,637	430	1,023	10,090	741	65	230	1,036	119
jan. – mar., 1991	10,015	7,842	446	668	8,956	770	52	140	962	97
TOTAL	42,638	32,609	1,686	3,621	37,916	3,309	263	593	4,165	557
avr. – juin, 1991	10,832	8,395	354	1,070	9,819	747	48	114	909	104
juil. – sept.	11,625	9,259	297	1,045	10,601	688	80	176	944	80
oct. – dec.	11,410	9,272	467	748	10,487	565	66	201	832	91
jan. – mar., 1992	10,936	9,237	348	651	10,236	404	43	167	614	86
TOTAL	44,803	36,163	1,466	3,514	41,143	2,404	237	658	3,299	361
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	20,463	–	–	3,508	3,508	14,775	2,028	152	16,955	–
juil. – sept.	22,140	–	–	3,474	3,474	15,896	2,594	176	18,666	–
oct. – dec.	20,199	–	–	2,338	2,338	15,333	1,982	546	17,861	–
jan. – mar., 1991	17,394	–	–	2,374	2,374	13,336	1,602	82	15,020	–
TOTAL	80,196	–	–	11,694	11,694	59,340	8,206	956	68,502	–
avr. – juin, 1991	22,354	–	–	2,408	2,408	17,081	2,632	233	19,946	–
juil. – sept.	20,793	–	–	2,629	2,629	15,240	2,720	204	18,164	–
oct. – dec.	17,989	–	–	1,978	1,978	13,560	1,895	556	16,011	–
jan. – mar., 1992	15,752	–	–	1,475	1,475	12,756	1,417	104	14,277	–
TOTAL	76,888	–	–	8,490	8,490	58,637	8,664	1,097	68,398	–
CAUSES DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	12,456	3,812	256	451	4,519	6,209	1,483	146	7,838	99
juil. – sept.	14,157	4,762	299	415	5,476	6,473	1,896	183	8,552	129
oct. – dec.	13,349	4,512	279	458	5,249	6,219	1,433	363	8,015	85
jan. – mar., 1991	11,664	4,267	206	360	4,833	5,452	1,179	126	6,757	74
TOTAL	51,626	17,353	1,040	1,684	20,077	24,353	5,991	818	31,162	387
avr. – juin, 1991	14,235	4,523	194	480	5,197	6,837	1,942	195	8,974	64
juil. – sept.	14,405	5,054	211	514	5,779	6,357	2,033	179	8,569	57
oct. – dec.	12,948	4,856	268	347	5,471	5,651	1,406	367	7,424	53
jan. – mar., 1992	11,251	4,844	202	321	5,367	4,758	928	152	5,838	46
TOTAL	52,839	19,277	875	1,662	21,814	23,603	6,309	893	30,805	220

TABLEAU 2(C): CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, QUÉBEC, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES				REGL. MUN.
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	83,604	59,664	3,739	3,763	67,166	1,495	477	12,850	14,822	1,616
juil. – sept.	77,588	60,239	2,589	3,338	66,166	1,216	315	8,585	10,116	1,306
oct. – dec.	83,207	61,342	3,013	4,850	69,205	1,468	456	10,631	12,555	1,447
jan. – mar., 1991	84,043	61,033	3,409	4,226	68,668	1,260	190	12,140	13,590	1,785
TOTAL	328,442	242,278	12,750	16,177	271,205	5,439	1,438	44,206	51,083	6,154
avr. – juin, 1991	90,083	63,082	4,299	5,215	72,596	1,332	358	14,139	15,829	1,658
juil. – sept.	88,664	65,353	3,539	5,002	73,894	1,275	242	11,934	13,451	1,319
oct. – dec.	90,286	64,776	3,581	4,735	73,092	1,129	266	14,492	15,887	1,307
jan. – mar., 1992	97,462	70,770	3,866	4,892	79,528	1,869	272	14,254	16,395	1,539
TOTAL	366,495	263,981	15,285	19,844	299,110	5,605	1,138	54,819	61,562	5,823
ACCUSATIONS–CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	31,002	–	–	–	–	30,922	–	–	30,922	80
juil. – sept.	37,307	–	–	–	–	37,281	–	19	37,300	7
oct. – dec.	56,267	–	–	–	–	56,009	–	11	56,017	247
jan. – mar., 1991	30,382	–	–	–	–	30,222	–	2	30,223	158
TOTAL	154,958	–	–	–	–	154,434	–	32	154,462	492
avr. – juin, 1991	36,823	–	–	–	–	36,570	–	–	36,570	253
juil. – sept.	36,306	–	–	–	–	35,820	–	–	35,820	485
oct. – dec.	37,821	–	–	–	–	37,513	–	–	37,513	308
jan. – mar., 1992	42,361	–	–	–	–	42,326	–	–	42,326	34
TOTAL	153,311	–	–	–	–	152,229	–	–	152,229	1,080
CAUSES DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	72,592	29,970	1,849	1,698	33,517	29,146	387	7,926	37,459	1,616
juil. – sept.	74,997	30,199	1,484	2,167	33,850	34,624	249	5,013	39,886	1,261
oct. – dec.	96,673	30,510	1,695	3,287	35,492	52,770	271	6,587	59,628	1,553
jan. – mar., 1991	72,899	30,439	1,832	2,430	34,701	28,646	130	7,565	36,341	1,857
TOTAL	317,161	121,118	6,860	9,582	137,560	145,186	1,037	27,091	173,314	6,287
avr. – juin, 1991	80,943	32,306	2,213	2,064	36,583	34,284	231	7,981	42,496	1,864
juil. – sept.	80,702	33,237	1,991	2,723	37,951	34,654	180	6,140	40,974	1,777
oct. – dec.	83,562	32,890	1,946	3,244	38,080	36,479	113	7,437	44,029	1,453
jan. – mar., 1992	90,399	34,443	1,975	2,691	39,109	42,178	149	7,517	49,844	1,446
TOTAL	335,606	132,876	8,125	10,722	151,723	147,595	673	29,075	177,343	6,540

TABLEAU 2(D): CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, YUKON, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES				REGL. MUN.
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	1,519	1,046	44	37	1,127	15	18	13	46	346
juil. – sept.	1,291	1,153	61	29	1,243	21	1	25	47	1
oct. – dec.	1,095	960	48	30	1,038	25	5	26	56	1
jan. – mar., 1991	975	901	31	10	942	27	5	1	33	0
TOTAL	4,880	4,060	184	106	4,350	88	29	65	182	348
avr. – juin, 1991	997	896	44	25	965	25	3	4	32	–
juil. – sept.	1,198	1,043	94	31	1,168	11	3	16	30	–
oct. – dec.	1,231	1,096	55	16	1,167	30	7	27	64	–
jan. – mar., 1992	1,042	940	51	14	1,005	13	3	21	37	–
TOTAL	4,468	3,975	244	86	4,305	79	16	68	163	–
ACCUSATIONS–CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	3,319	–	–	–	–	1,498	149	13	1,660	1,659
juil. – sept.	2,745	–	–	–	–	1,312	253	9	1,574	1,171
oct. – dec.	2,118	–	–	–	–	765	95	25	885	1,233
jan. – mar., 1991	2,128	–	–	–	–	642	80	6	728	1,400
TOTAL	10,310	–	–	–	–	4,217	577	53	4,847	5,463
avr. – juin, 1991	3,461	–	–	–	–	1,849	178	4	2,031	1,430
juil. – sept.	2,907	–	–	–	–	1,462	258	13	1,733	1,174
oct. – dec.	2,421	–	–	–	–	1,089	135	17	1,241	1,180
jan. – mar., 1992	2,804	–	–	–	–	679	86	5	770	2,034
TOTAL	11,593	–	–	–	–	5,079	657	39	5,775	5,818
CAUSES DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	3,335	740	33	17	790	536	107	20	663	1,882
juil. – sept.	2,786	820	51	13	884	572	154	22	748	1,154
oct. – dec.	2,407	648	39	10	697	384	66	31	481	1,229
jan. – mar., 1991	2,448	640	27	7	674	312	66	3	381	1,393
TOTAL	10,976	2,848	150	47	3,045	1,804	393	76	2,273	5,658
avr. – juin, 1991	2,944	643	39	14	696	698	121	8	827	1,421
juil. – sept.	2,871	763	74	20	857	659	164	20	843	1,171
oct. – dec.	2,616	717	38	5	760	546	102	32	680	1,176
jan. – mar., 1992	3,138	616	40	5	661	369	67	12	448	2,029
TOTAL	11,569	2,739	191	44	2,974	2,272	454	72	2,798	5,797

TABLEAU 3: ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉES AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92

PROVINCE & TRIMESTRE	ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION		CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION		CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	
	#	variation % d'une année à l'autre	#	variation % d'une année à l'autre	#	variation % d'une année à l'autre
ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD						
avr.– juin, 1990	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..
avr.– juin	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,341	..	188	..	2,590	..
oct. – dec.	2,898	..	121	..	2,194	..
jan. – mar., 1992	2,545	..	89	..	1,977	..
NOUVELLE-ÉCOSSE						
avr.– juin, 1990	8,860	..	19,301	..	11,383	..
juil. – sept.	9,542	..	21,833	..	12,971	..
oct. – dec.	10,648	..	20,890	..	13,401	..
jan. – mar., 1991	10,476	..	17,673	..	12,465	..
avr.– juin	10,619	19.9%	20,571	6.6%	13,354	17.3%
juil. – sept.	10,574	10.8%	22,052	1.0%	14,566	12.3%
oct. – dec.	11,187	5.1%	18,796	–10.0%	13,640	1.8%
jan. – mar., 1992	11,466	9.5%	15,730	–11.0%	12,438	–0.2%
QUÉBEC						
avr.– juin, 1990	93,714	..	42,937	..	81,982	..
juil. – sept.	64,065	..	28,008	..	53,785	..
oct. – dec.	89,946	..	38,827	..	78,471	..
jan. – mar., 1991	91,156	..	46,523	..	84,124	..
avr.– juin	96,802	3.3%	47,066	9.6%	84,904	3.6%
juil. – sept.	77,404	20.8%	29,575	5.6%	62,868	16.9%
oct. – dec.	91,508	1.7%	39,348	1.3%	78,775	0.4%
jan. – mar., 1992	101,849	11.7%	36,497	–21.6%	81,584	–3.0%
YUKON						
avr.– juin, 1990	1,457	..	3,334	..	3,342	..
juil. – sept.	1,241	..	2,742	..	2,737	..
oct. – dec.	1,242	..	2,130	..	2,534	..
jan. – mar., 1991	1,181	..	2,133	..	2,599	..
avr.– juin	964	–33.8%	3,436	3.1%	2,908	–13.0%
juil. – sept.	962	–22.5%	2,895	5.6%	2,697	–1.5%
oct. – dec.	1,252	0.8%	2,435	14.3%	2,650	4.6%
jan. – mar., 1992	1,182	0.1%	2,818	32.1%	3,233	24.4%

TABLEAU 4(A): ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, ILE -DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE	TOTAL	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES		
PAR TRIMESTRE	TOUTES LES LOIS	CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. - dec.	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. - mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..
avr.- juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	3,341	1,000	21	66	1,087	1,053	961	204
oct. - dec.	2,898	1,072	22	128	1,222	822	663	153
jan. - mar., 1992	2,545	971	46	70	1,087	773	479	170
TOTAL	8,784	3,043	89	264	3,396	2,648	2,103	527
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. - dec.	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. - mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..
avr.- juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	188	..	..	..	..	..	..	..
oct. - dec.	121	..	..	..	..	..	..	..
jan. - mar., 1992	89	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	398	..	..	..	..	..	..	..
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. - dec.	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. - mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..
avr.- juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. - sept.	2,590	631	13	34	678	1,104	556	218
oct. - dec.	2,194	649	15	74	738	883	392	153
jan. - mar., 1992	1,977	610	25	23	658	814	316	163
TOTAL	6,761	1,890	53	131	2,074	2,801	1,264	534

TABLEAU 4(B): ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, NOUVELLE-ÉCOSSE, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES		
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	8,860	6,176	348	1,215	7,739	843	33	119
juil. - sept.	9,542	7,160	363	811	8,334	839	83	121
oct. - dec.	10,648	8,273	313	1,020	9,606	704	67	140
jan. - mar., 1991	10,476	8,296	383	676	9,355	801	65	144
TOTAL	39,526	29,905	1,407	3,722	35,034	3,187	248	524
avr.- juin, 1991	10,619	8,099	396	1,043	9,538	749	44	189
juil. - sept.	10,574	8,186	440	971	9,597	673	66	155
oct. - dec.	11,187	9,185	372	756	10,313	572	69	147
jan. - mar., 1992	11,466	9,748	293	665	10,706	460	50	153
TOTAL	43,846	35,218	1,501	3,435	40,154	2,454	229	644
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	19,301	-	-	3,509	3,509	13,976	1,683	133
juil. - sept.	21,833	-	-	3,474	3,474	15,577	2,631	151
oct. - dec.	20,890	-	-	2,338	2,338	16,151	2,018	383
jan. - mar., 1991	17,673	-	-	2,374	2,374	13,350	1,747	202
TOTAL	79,697	-	-	11,695	11,695	59,054	8,079	869
avr.- juin, 1991	20,571	-	-	2,408	2,408	15,746	2,164	253
juil. - sept.	22,052	-	-	2,629	2,629	16,251	2,953	219
oct. - dec.	18,796	-	-	1,978	1,978	14,305	2,106	407
jan. - mar., 1992	15,730	-	-	1,475	1,475	12,460	1,555	240
TOTAL	77,149	-	-	8,490	8,490	58,762	8,778	1,119
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.- juin, 1990	11,383	3,506	249	490	4,245	5,725	1,167	157
juil. - sept.	12,971	3,964	273	403	4,640	6,199	1,881	149
oct. - dec.	13,401	4,478	223	475	5,176	6,412	1,480	244
jan. - mar., 1991	12,465	4,726	250	347	5,323	5,586	1,260	207
TOTAL	50,220	16,674	995	1,715	19,384	23,922	5,788	757
avr.- juin, 1991	13,354	4,658	221	462	5,341	6,156	1,549	240
juil. - sept.	14,566	4,676	225	485	5,386	6,748	2,186	190
oct. - dec.	13,640	5,095	273	368	5,736	5,990	1,601	257
jan. - mar., 1992	12,438	5,490	205	335	6,030	5,037	1,100	225
TOTAL	53,998	19,919	924	1,650	22,493	23,931	6,436	912

TABLEAU 4(C): ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, QUÉBEC, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES		
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	93,714	55,416	3,009	5,082	63,507	1,472	500	26,663
juil. – sept.	64,065	47,914	2,374	3,934	54,222	1,222	287	7,005
oct. – dec.	89,946	60,695	3,191	5,111	68,997	1,472	353	17,784
jan. – mar., 1991	91,156	66,823	3,305	4,843	74,971	1,718	317	12,070
TOTAL	338,881	230,848	11,879	18,970	261,697	5,884	1,457	63,522
avr.– juin, 1991	96,802	68,003	3,648	4,950	76,601	1,798	396	16,215
juil. – sept.	77,404	56,529	3,269	4,695	64,493	1,257	263	10,080
oct. – dec.	91,508	66,377	3,634	5,657	75,668	1,153	307	13,211
jan. – mar., 1992	101,849	73,889	4,555	4,952	83,396	1,570	336	14,859
TOTAL	367,563	264,798	15,106	20,254	300,158	5,778	1,302	54,365
ACCUSATIONS–CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	42,937	–	–	–	–	42,269	–	10
juil. – sept.	28,008	–	–	–	–	27,859	–	5
oct. – dec.	38,827	–	–	–	–	38,542	–	12
jan. – mar., 1991	46,523	–	–	–	–	46,042	–	7
TOTAL	156,295	–	–	–	–	154,712	–	34
avr.– juin, 1991	47,066	–	–	–	–	46,789	–	12
juil. – sept.	29,575	–	–	–	–	29,428	–	3
oct. – dec.	39,348	–	–	–	–	38,925	–	4
jan. – mar., 1992	36,497	–	–	–	–	36,258	–	–
TOTAL	152,486	–	–	–	–	151,400	–	19
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	81,982	26,906	1,708	1,919	30,533	30,796	404	18,186
juil. – sept.	53,785	23,812	1,396	1,745	26,953	20,824	230	4,401
oct. – dec.	78,471	30,538	1,647	3,101	35,286	28,740	257	12,674
jan. – mar., 1991	84,124	33,681	1,844	2,812	38,337	35,660	226	7,722
TOTAL	298,362	114,937	6,595	9,577	131,109	116,020	1,117	42,983
avr.– juin, 1991	84,904	34,275	1,986	2,283	38,544	35,981	256	8,221
juil. – sept.	62,868	28,911	1,797	2,296	33,004	22,909	176	5,410
oct. – dec.	78,775	33,965	1,983	3,211	39,159	30,566	131	7,556
jan. – mar., 1992	81,584	37,177	2,368	3,009	42,554	29,179	171	8,029
TOTAL	308,131	134,328	8,134	10,799	153,261	118,635	734	29,216

TABLEAU 4(D): ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, YUKON, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES		
		CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	1,457	951	61	22	1,034	23	7	17
juil. – sept.	1,241	1,086	52	31	1,169	18	14	39
oct. – dec.	1,242	1,087	60	47	1,194	21	6	20
jan. – mar., 1991	1,181	1,066	39	21	1,126	28	5	22
TOTAL	5,121	4,190	212	121	4,523	90	32	98
avr.– juin, 1991	964	844	59	18	921	30	3	6
juil. – sept.	962	870	53	14	937	11	4	10
oct. – dec.	1,252	1,095	81	23	1,199	26	7	20
jan. – mar., 1992	1,182	1,074	52	19	1,145	16	3	18
TOTAL	4,360	3,883	245	74	4,202	83	17	54
ACCUSATIONS–CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	3,334	–	–	–	–	1,512	153	9
juil. – sept.	2,742	–	–	–	–	1,314	247	13
oct. – dec.	2,130	–	–	–	–	766	106	26
jan. – mar., 1991	2,133	–	–	–	–	652	80	6
TOTAL	10,339	–	–	–	–	4,244	586	54
avr.– juin, 1991	3,436	–	–	–	–	1,826	173	4
juil. – sept.	2,895	–	–	–	–	1,450	253	13
oct. – dec.	2,435	–	–	–	–	1,100	138	17
jan. – mar., 1992	2,818	–	–	–	–	690	90	5
TOTAL	11,584	–	–	–	–	5,066	654	39
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION								
avr.– juin, 1990	3,342	685	50	14	749	558	111	20
juil. – sept.	2,737	784	41	16	841	571	150	24
oct. – dec.	2,534	758	46	15	819	383	79	25
jan. – mar., 1991	2,599	760	33	14	807	323	65	16
TOTAL	11,212	2,987	170	59	3,216	1,835	405	85
avr.– juin, 1991	2,908	613	49	13	675	679	116	10
juil. – sept.	2,697	640	46	11	697	646	160	18
oct. – dec.	2,650	725	56	8	789	554	105	26
jan. – mar., 1992	3,233	688	38	10	736	383	71	15
TOTAL	11,488	2,666	189	42	2,897	2,262	452	69

TABLEAU 5: ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, SELON LA DÉCISION RENDUE, QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92

PROVINCE & TRIMESTRE	SUSPENDUE		RETIRÉE		REJETÉE/ LIBÉRÉE		PLAIDOYER DE CULPABILITÉ		DÉCLARATION DE CULPABILITÉ		DÉCLARATION DE NON–CULPABILITÉ		MANDAT D'AMENER		AUTRES	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
ILE–DU–PRINCE–ÉDOUARD																
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	123	3.7%	215	6.4%	31	0.9%	1,967	58.9%	26	0.1%	18	0.5%	916	27.4%	45	1.3%
oct. – dec.	154	5.3%	196	6.8%	44	1.5%	1,785	61.6%	47	1.6%	34	1.2%	597	20.6%	41	1.4%
jan. – mar., 1992	156	6.1%	122	4.8%	40	1.6%	1,548	60.8%	43	1.7%	35	1.4%	469	18.4%	132	5.2%
NOUVELLE–ÉCOSSE																
avr. – juin, 1990	185	2.1%	1,508	17.0%	800	9.0%	4,110	46.4%	469	5.3%	223	2.5%	1,180	13.3%	385	4.3%
juil. – sept.	262	2.7%	1,820	19.1%	878	9.2%	4,252	44.6%	492	5.2%	169	1.8%	1,450	15.2%	219	2.3%
oct. – dec.	457	4.3%	2,077	19.5%	892	8.4%	4,500	42.3%	569	5.3%	268	2.5%	1,504	14.1%	381	3.6%
jan. – mar., 1991	379	3.6%	1,946	18.6%	1,156	11.0%	4,373	41.7%	597	5.7%	272	2.6%	1,312	12.5%	441	4.2%
avr. – juin	406	3.8%	1,952	18.4%	1,122	10.6%	4,514	42.5%	559	5.3%	303	2.9%	1,386	13.1%	377	3.6%
juil. – sept.	389	3.7%	1,983	18.8%	1,047	9.9%	4,557	43.1%	484	4.6%	204	1.9%	1,500	14.2%	410	3.9%
oct. – dec.	476	4.3%	2,481	22.2%	1,143	10.2%	4,297	38.4%	554	5.0%	211	1.9%	1,540	13.8%	485	4.3%
jan. – mar., 1992	692	6.0%	2,366	20.6%	1,223	10.7%	4,437	38.7%	447	3.9%	219	1.9%	1,542	13.4%	540	4.7%
QUÉBEC																
avr. – juin, 1990	4,061	4.3%	7,330	7.8%	4,674	5.0%	35,841	38.2%	7,099	7.6%	13,842	14.8%	7,276	7.8%	13,591	14.5%
juil. – sept.	3,817	6.0%	5,017	7.8%	2,910	4.5%	29,939	46.7%	4,768	7.4%	2,784	4.3%	6,178	9.6%	8,652	13.5%
oct. – dec.	5,977	6.6%	6,528	7.3%	4,231	4.7%	38,620	42.9%	6,792	7.6%	10,273	11.4%	6,515	7.2%	11,010	12.2%
jan. – mar., 1991	7,092	7.8%	7,399	8.1%	4,827	5.3%	40,004	43.9%	7,248	8.0%	5,902	6.5%	5,546	6.1%	13,138	14.4%
avr. – juin	7,186	7.4%	8,812	9.1%	4,615	4.8%	41,510	42.9%	7,862	8.1%	6,514	6.7%	6,072	6.3%	14,231	14.7%
juil. – sept.	5,006	6.5%	5,280	6.8%	3,827	4.9%	35,292	45.6%	6,153	7.9%	4,453	5.8%	6,508	8.4%	10,885	14.1%
oct. – dec.	5,933	6.5%	7,506	8.2%	4,424	4.8%	41,722	45.6%	7,419	8.1%	4,801	5.2%	5,782	6.3%	13,921	15.2%
jan. – mar., 1992	6,638	6.5%	8,646	8.5%	4,734	4.6%	46,382	45.5%	7,517	7.4%	6,145	6.0%	5,443	5.3%	16,344	16.0%
YUKON																
avr. – juin, 1990	268	18.4%	410	28.1%	31	2.1%	386	26.5%	104	7.1%	9	0.6%	133	9.1%	116	8.0%
juil. – sept.	310	25.0%	10	0.8%	73	5.9%	423	34.1%	72	5.8%	17	1.4%	186	15.0%	150	12.1%
oct. – dec.	270	21.7%	12	1.0%	65	5.2%	479	38.6%	52	4.2%	5	0.4%	174	14.0%	185	14.9%
jan. – mar., 1991	314	26.6%	54	4.6%	45	3.8%	392	33.2%	44	3.7%	22	1.9%	154	13.0%	156	13.2%
avr. – juin	212	22.0%	31	3.2%	37	3.8%	346	35.9%	41	4.3%	14	1.5%	161	16.7%	122	12.7%
juil. – sept.	204	21.2%	25	2.6%	21	2.2%	349	36.3%	34	3.5%	11	1.1%	181	18.8%	137	14.2%
oct. – dec.	403	32.2%	16	1.3%	31	2.5%	403	32.2%	48	3.8%	15	1.2%	151	12.1%	185	14.8%
jan. – mar., 1992	330	27.9%	51	4.3%	39	3.3%	334	28.3%	66	5.6%	17	1.4%	125	10.6%	220	18.6%

TABLEAU 6: AUDIENCES–CAUSES SELON LE GENRE D'AUDIENCE, QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92

PROVINCE & TRIMESTRE	LOIS FÉDÉRALES			LOIS PROVINCIALES			REGLEMENTS MUNICIPAUX		
	NON–PROCES	PROCES	TOTAL	NON–PROCES	PROCES	TOTAL	NON–PROCES	PROCES	TOTAL
ILE–DU–PRINCE–ÉDOUARD									
avr.– juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr.– juin	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	628	130	758	2,161	_	2,161	34	_	34
oct. – dec.	520	216	736	1,621	_	1,621	34	_	34
jan. – mar., 1992	655	151	806	1,435	_	1,435	26	_	26
NOUVELLE–ÉCOSSE									
avr.– juin, 1990	7,190	1,706	8,896	7,486	718	8,204	121	13	134
juil. – sept.	8,796	1,814	10,610	8,796	720	9,516	169	19	188
oct. – dec.	8,925	2,166	11,091	8,610	822	9,432	132	34	166
jan. – mar., 1991	8,806	2,348	11,154	7,395	917	8,312	97	32	129
avr.– juin	8,296	2,088	10,384	8,209	901	9,110	83	21	104
juil. – sept.	9,117	2,012	11,129	9,407	942	10,349	76	18	94
oct. – dec.	8,860	2,212	11,072	8,139	825	8,964	67	18	85
jan. – mar., 1992	8,841	2,294	11,135	6,395	939	7,334	58	18	76
QUÉBEC									
avr.– juin, 1990	39,356	64,912	104,268	16,251	53,882	70,133	279	2,143	2,422
juil. – sept.	33,108	62,587	95,695	9,612	28,692	38,304	312	1,415	1,727
oct. – dec.	43,504	69,053	112,557	15,188	46,247	61,435	491	1,550	2,041
jan. – mar., 1991	44,503	68,575	113,078	16,523	47,883	64,406	607	2,132	2,739
avr.– juin	44,657	71,401	116,058	19,705	47,649	67,354	312	1,877	2,189
juil. – sept.	38,514	70,135	108,649	12,430	31,374	43,804	246	1,477	1,723
oct. – dec.	44,319	75,376	119,695	18,342	41,844	60,186	404	1,442	1,846
jan. – mar., 1992	49,139	76,842	125,981	19,798	39,320	59,118	352	1,627	1,979
YUKON									
avr.– juin, 1990	1,681	395	2,076	729	84	813	1,889	36	1,925
juil. – sept.	2,063	437	2,500	830	79	909	1,155	19	1,174
oct. – dec.	1,518	412	1,930	513	63	576	1,235	5	1,240
jan. – mar., 1991	1,387	394	1,781	430	68	498	1,394	24	1,418
avr.– juin	1,398	276	1,674	864	49	913	1,421	33	1,454
juil. – sept.	1,728	317	2,045	879	67	946	1,167	23	1,190
oct. – dec.	1,676	470	2,146	737	93	830	1,166	20	1,186
jan. – mar., 1992	1,546	456	2,002	504	92	596	2,025	10	2,035

TABLEAU 7: **DÉPOSÉE ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE, QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92**

PROVINCE & TRIMESTRE	ACCUSATIONS				CONTRAVENTIONS				CAUSES			
	DÉPOSÉE	OBJET D'UNE DÉCISION	DIFFÉRENCE #	DIFFÉRENCE %	DÉPOSÉE	OBJET D'UNE DÉCISION	DIFFÉRENCE #	DIFFÉRENCE %	DÉPOSÉE	OBJET D'UNE DÉCISION	DIFFÉRENCE #	DIFFÉRENCE %
ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD												
avr.– juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr.– juin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,670	3,341	329	9.0%	188	188	0	0.0%	2,776	2,590	186	6.7%
oct. – dec.	2,742	2,898	−156	−5.7%	121	121	0	0.0%	2,029	2,194	−165	−8.1%
jan. – mar., 1992	2,403	2,545	−142	−5.9%	86	89	−3	−3.5%	1,838	1,977	−139	−7.6%
NOUVELLE-ÉCOSSE												
avr.– juin, 1990	9,765	8,860	905	9.3%	20,463	19,301	1162	5.7%	12,456	11,383	1073	8.6%
juil. – sept.	11,613	9,542	2071	17.8%	22,140	21,833	307	1.4%	14,157	12,971	1186	8.4%
oct. – dec.	11,245	10,648	597	5.3%	20,199	20,890	−691	−3.4%	13,349	13,401	−52	−0.4%
jan. – mar., 1991	10,015	10,476	−461	−4.6%	17,394	17,673	−279	−1.6%	11,664	12,465	−801	−6.9%
avr.– juin	10,832	10,619	213	2.0%	22,354	20,571	1783	8.0%	14,235	13,354	881	6.2%
juil. – sept.	11,625	10,574	1051	9.0%	20,793	22,052	−1259	−6.1%	14,405	14,566	−161	−1.1%
oct. – dec.	11,410	11,187	223	2.0%	17,989	18,796	−807	−4.5%	12,948	13,640	−692	−5.3%
jan. – mar., 1992	10,936	11,466	−530	−4.8%	15,752	15,730	22	0.1%	11,251	12,438	−1187	−10.6%
QUÉBEC												
avr.– juin, 1990	83,604	93,714	−10110	−12.1%	31,002	42,937	−11935	−38.5%	72,592	81,982	−9390	−12.9%
juil. – sept.	77,588	64,065	13523	17.4%	37,307	28,008	9299	24.9%	74,997	53,785	21212	28.3%
oct. – dec.	83,207	89,946	−6739	−8.1%	56,267	38,827	17440	31.0%	96,673	78,471	18202	18.8%
jan. – mar., 1991	84,043	91,156	−7113	−8.5%	30,382	46,523	−16141	−53.1%	72,899	84,124	−11225	−15.4%
avr.– juin	90,083	96,802	−6719	−7.5%	36,823	47,066	−10243	−27.8%	80,943	84,904	−3961	−4.9%
juil. – sept.	88,664	77,404	11260	12.7%	36,306	29,575	6731	18.5%	80,702	62,868	17834	22.1%
oct. – dec.	90,286	91,508	−1222	−1.4%	37,821	39,348	−1527	−4.0%	83,562	78,775	4787	5.7%
jan. – mar., 1992	97,462	101,849	−4387	−4.5%	43,361	36,497	6864	15.8%	90,399	81,584	8815	9.8%
YUKON												
avr.– juin, 1990	1,519	1,457	62	4.1%	3,319	3,334	−15	−0.5%	3,335	3,342	−7	−0.2%
juil. – sept.	1,291	1,241	50	3.9%	2,745	2,742	3	0.1%	2,786	2,737	49	1.8%
oct. – dec.	1,095	1,242	−147	−13.4%	2,118	2,130	−12	−0.6%	2,407	2,534	−127	−5.3%
jan. – mar., 1991	975	1,181	−206	−21.1%	2,128	2,133	−5	−0.2%	2,448	2,599	−151	−6.2%
avr.– juin	997	964	33	3.3%	3,461	3,436	25	0.7%	2,944	2,908	36	1.2%
juil. – sept.	1,198	962	236	19.7%	2,907	2,895	12	0.4%	2,871	2,697	174	6.1%
oct. – dec.	1,231	1,252	−21	−1.7%	2,421	2,435	−14	−0.6%	2,616	2,650	−34	−1.3%
jan. – mar., 1992	1,042	1,182	−140	−13.4%	2,804	2,818	−14	−0.5%	3,138	3,233	−95	−3.0%

TABLEAU 8(A): ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI, ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	LOIS PROVINCIALES CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,670	1,245	69	92	1,406	1,042	981	204	2,227	37
oct. – dec.	2,742	1,050	26	123	1,199	777	589	145	1,511	32
jan. – mar., 1992	2,403	937	22	49	1,008	704	483	152	1,339	56
TOTAL	8,815	3,232	117	264	3,613	2,523	2,053	501	5,077	125
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	3,341	1,000	21	66	1,087	1,053	961	204	2,218	36
oct. – dec.	2,898	1,072	22	128	1,222	822	663	153	1,638	38
jan. – mar., 1992	2,545	971	46	70	1,087	773	479	170	1,422	36
TOTAL	8,784	3,043	89	264	3,396	2,648	2,103	527	5,278	110
DIFFÉRENCE RÉELLE:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	329	245	48	26	319	(11)	20	0	9	1
oct. – dec.	(156)	(22)	4	(5)	(23)	(45)	(74)	(8)	(127)	(6)
jan. – mar., 1992	(142)	(34)	(24)	(21)	(79)	(69)	4	(18)	(83)	20
TOTAL	31	189	28	0	217	(125)	(50)	(26)	(201)	15
DIFFÉRENCE EN %:										
avr. – juin, 1990	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
TOTAL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
avr. – juin, 1991	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	9.8%	24.5%	228.6%	39.4%	29.3%	−1.0%	2.1%	0.0%	0.4%	2.8%
oct. – dec.	−5.4%	−2.1%	18.2%	−3.9%	−1.9%	−5.5%	−11.2%	−5.2%	−7.8%	−15.8%
jan. – mar., 1992	−5.6%	−3.5%	−52.2%	−30.0%	−7.3%	−8.9%	0.8%	−10.6%	−5.8%	55.6%
TOTAL	0.4%	6.2%	31.5%	0.0%	6.4%	−4.7%	−2.4%	−4.9%	−3.8%	13.6%

TABLEAU 8(B): ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI, NOUVELLE-ÉCOSSE, 1990-91 ET 1991-92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	LOIS PROVINCIALES CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr.-juin, 1990	9,765	7,148	360	1,086	8,594	874	54	95	1,023	148
juil. - sept.	11,613	8,982	450	844	10,276	924	92	128	1,144	193
oct. - dec.	11,245	8,637	430	1,023	10,090	741	65	230	1,036	119
jan. - mar., 1991	10,015	7,842	446	668	8,956	770	52	140	962	97
TOTAL	42,638	32,609	1,686	3,621	37,916	3,309	263	593	4,165	557
avr.-juin, 1991	10,832	8,395	354	1,070	9,819	747	48	114	909	104
juil. - sept.	11,625	9,259	297	1,045	10,601	688	80	176	944	80
oct. - dec.	11,410	9,272	467	748	10,487	565	66	201	832	91
jan. - mar., 1992	10,936	9,237	348	651	10,236	404	43	167	614	86
TOTAL	44,803	36,163	1,466	3,514	41,143	2,404	237	658	3,299	361
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:										
avr.-juin, 1990	8,860	6,176	348	1,215	7,739	843	33	119	995	126
juil. - sept.	9,542	7,160	363	811	8,334	839	83	121	1,043	165
oct. - dec.	10,648	8,273	313	1,020	9,606	704	67	140	911	131
jan. - mar., 1991	10,476	8,296	383	676	9,355	801	65	144	1,010	111
TOTAL	39,526	29,905	1,407	3,722	35,034	3,187	248	524	3,959	533
avr.-juin, 1991	10,619	8,099	396	1,043	9,538	749	44	189	982	99
juil. - sept.	10,574	8,186	440	971	9,597	673	66	155	894	83
oct. - dec.	11,187	9,185	372	756	10,313	572	69	147	788	86
jan. - mar., 1992	11,466	9,748	293	665	10,706	460	50	153	663	97
TOTAL	43,846	35,218	1,501	3,435	40,154	2,454	229	644	3,327	365
DIFFÉRENCE RÉELLE:										
avr.-juin, 1990	905	972	12	(129)	855	31	21	(24)	28	22
juil. - sept.	2,071	1,822	87	33	1,942	85	9	7	101	28
oct. - dec.	597	364	117	3	484	37	(2)	90	125	(12)
jan. - mar., 1991	(461)	(454)	63	(8)	(399)	(31)	(13)	(4)	(48)	(14)
TOTAL	3,112	2,704	279	(101)	2,882	122	15	69	206	24
avr.-juin, 1991	213	296	(42)	27	281	(2)	4	(75)	(73)	5
juil. - sept.	1,051	1,073	(143)	74	1,004	15	14	21	50	(3)
oct. - dec.	223	87	95	(8)	174	(7)	(3)	54	44	5
jan. - mar., 1992	(530)	(511)	55	(14)	(470)	(56)	(7)	14	(49)	(11)
TOTAL	957	945	(35)	79	989	(50)	8	14	(28)	(4)
DIFFÉRENCE EN %:										
avr.-juin, 1990	10.2%	15.7%	3.4%	-10.6%	11.0%	3.7%	63.6%	-20.2%	2.8%	17.5%
juil. - sept.	21.7%	25.4%	24.0%	4.1%	23.3%	10.1%	10.8%	5.8%	9.7%	17.0%
oct. - dec.	5.6%	4.4%	37.4%	0.3%	5.0%	5.3%	-3.0%	64.3%	13.7%	-9.2%
jan. - mar., 1991	-4.4%	-5.5%	16.4%	-1.2%	-4.3%	-3.9%	-20.0%	-2.8%	-4.8%	-12.6%
TOTAL	7.9%	9.0%	19.8%	-2.7%	8.2%	3.8%	6.0%	13.2%	5.2%	4.5%
avr.-juin, 1991	2.0%	3.7%	-10.6%	2.6%	2.9%	-0.3%	9.1%	-39.7%	-7.4%	5.1%
juil. - sept.	9.9%	13.1%	-32.5%	7.6%	10.5%	2.2%	21.2%	13.5%	5.6%	-3.6%
oct. - dec.	2.0%	0.9%	25.5%	-1.1%	1.7%	-1.2%	-4.3%	36.7%	5.6%	5.8%
jan. - mar., 1992	-4.6%	-5.2%	18.8%	-2.1%	-4.4%	-12.2%	-14.0%	9.2%	-7.4%	-11.3%
TOTAL	2.2%	2.7%	-2.3%	2.3%	2.5%	-2.0%	3.5%	2.2%	-0.8%	-1.1%

TABLEAU 8(C): ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI, QUÉBEC, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL	LOIS FÉDÉRALES				LOIS PROVINCIALES				REGL. MUN.
	TOUTES LES LOIS	CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	83,604	59,664	3,739	3,763	67,166	1,495	477	12,850	14,822	1,616
juil. – sept.	77,588	60,239	2,589	3,338	66,166	1,216	315	8,585	10,116	1,306
oct. – dec.	83,207	61,342	3,013	4,850	69,205	1,468	456	10,631	12,555	1,447
jan. – mar., 1991	84,043	61,033	3,409	4,226	68,668	1,260	190	12,140	13,590	1,785
TOTAL	328,442	242,278	12,750	16,177	271,205	5,439	1,438	44,206	51,083	6,154
avr. – juin, 1991	90,083	63,082	4,299	5,215	72,596	1,332	358	14,139	15,829	1,658
juil. – sept.	88,664	65,353	3,539	5,002	73,894	1,275	242	11,934	13,451	1,319
oct. – dec.	90,286	64,776	3,581	4,735	73,092	1,129	266	14,492	15,887	1,307
jan. – mar., 1992	97,462	70,770	3,866	4,892	79,528	1,869	272	14,254	16,395	1,539
TOTAL	366,495	263,981	15,285	19,844	299,110	5,605	1,138	54,819	61,562	5,823
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:										
avr. – juin, 1990	93,714	55,416	3,009	5,082	63,507	1,472	500	26,663	28,635	1,572
juil. – sept.	64,065	47,914	2,374	3,934	54,222	1,222	287	7,005	8,514	1,329
oct. – dec.	89,946	60,695	3,191	5,111	68,997	1,472	353	17,784	19,609	1,340
jan. – mar., 1991	91,156	66,823	3,305	4,843	74,971	1,718	317	12,070	14,105	2,080
TOTAL	338,881	230,848	11,879	18,970	261,697	5,884	1,457	63,522	70,863	6,321
avr. – juin, 1991	96,802	68,003	3,648	4,950	76,601	1,798	396	16,215	18,409	1,792
juil. – sept.	77,404	56,529	3,269	4,695	64,493	1,257	263	10,080	11,600	1,311
oct. – dec.	91,508	66,377	3,634	5,657	75,668	1,153	307	13,211	14,671	1,169
jan. – mar., 1992	101,849	73,889	4,555	4,952	83,396	1,570	336	14,859	16,765	1,688
TOTAL	367,563	264,798	15,106	20,254	300,158	5,778	1,302	54,365	61,445	5,960
DIFFÉRENCE RÉELLE:										
avr. – juin, 1990	(10,110)	4,248	730	(1,319)	3,659	23	(23)	(13,813)	(13,813)	44
juil. – sept.	13,523	12,325	215	(596)	11,944	(6)	28	1,580	1,602	(23)
oct. – dec.	(6,739)	647	(178)	(261)	208	(4)	103	(7,153)	(7,054)	107
jan. – mar., 1991	(7,113)	(5,790)	104	(617)	(6,303)	(458)	(127)	70	(515)	(295)
TOTAL	(10,439)	11,430	871	(2,793)	9,508	(445)	(19)	(19,316)	(19,780)	(167)
avr. – juin, 1991	(6,719)	(4,921)	651	265	(4,005)	(466)	(38)	(2,076)	(2,580)	(134)
juil. – sept.	11,260	8,824	270	307	9,401	18	(21)	1,854	1,851	8
oct. – dec.	(1,222)	(1,601)	(53)	(922)	(2,576)	(24)	(41)	1,281	1,216	138
jan. – mar., 1992	(4,387)	(3,119)	(689)	(60)	(3,868)	299	(64)	(605)	(370)	(149)
TOTAL	(1,068)	(817)	179	(410)	(1,048)	(173)	(164)	454	117	(137)
DIFFÉRENCE EN %:										
avr. – juin, 1990	–10.8%	7.7%	24.3%	–26.0%	5.8%	1.6%	–4.6%	–51.8%	–48.2%	2.8%
juil. – sept.	21.1%	25.7%	9.1%	–15.1%	22.0%	–0.5%	9.8%	22.6%	18.8%	–1.7%
oct. – dec.	–7.5%	1.1%	–5.6%	–5.1%	0.3%	–0.3%	29.2%	–40.2%	–36.0%	8.0%
jan. – mar., 1991	–7.8%	–8.7%	3.1%	–12.7%	–8.4%	–26.7%	–40.1%	0.6%	–3.7%	–14.2%
TOTAL	–3.1%	5.0%	7.3%	–14.7%	3.6%	–7.6%	–1.3%	–30.4%	–27.9%	–2.6%
avr. – juin, 1991	–6.9%	–7.2%	17.8%	5.4%	–5.2%	–25.9%	–9.6%	–12.8%	–14.0%	–7.5%
juil. – sept.	14.5%	15.6%	8.3%	6.5%	14.6%	1.4%	–8.0%	18.4%	16.0%	0.6%
oct. – dec.	–1.3%	–2.4%	–1.5%	–16.3%	–3.4%	–2.1%	–13.4%	9.7%	8.3%	11.8%
jan. – mar., 1992	–4.3%	–4.2%	–15.1%	–1.2%	–4.6%	19.0%	–19.0%	–4.1%	–2.2%	–8.8%
TOTAL	–0.3%	–0.3%	1.2%	–2.0%	–0.3%	–3.0%	–12.6%	0.8%	0.2%	–2.3%

TABLEAU 8(D): ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI, YUKON, 1990–91 ET 1991–92

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	LOIS FÉDÉRALES CCC	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	LOIS PROVINCIALES CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr. – juin, 1990	1,519	1,046	44	37	1,127	15	18	13	46	346
juil. – sept.	1,291	1,153	61	29	1,243	21	1	25	47	1
oct. – dec.	1,095	960	48	30	1,038	25	5	26	56	1
jan. – mar., 1991	975	901	31	10	942	27	5	1	33	–
TOTAL	4,880	4,060	184	106	4,350	88	29	65	182	348
avr. – juin, 1991	997	896	44	25	965	25	3	4	32	–
juil. – sept.	1,198	1,043	94	31	1,168	11	3	16	30	–
oct. – dec.	1,231	1,096	55	16	1,167	30	7	27	64	–
jan. – mar., 1992	1,042	940	51	14	1,005	13	3	21	37	–
TOTAL	4,468	3,975	244	86	4,305	79	16	68	163	–
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:										
avr. – juin, 1990	1,457	951	61	22	1,034	23	7	17	47	376
juil. – sept.	1,241	1,086	52	31	1,169	18	14	39	71	1
oct. – dec.	1,242	1,087	60	47	1,194	21	6	20	47	1
jan. – mar., 1991	1,181	1,066	39	21	1,126	28	5	22	55	–
TOTAL	5,121	4,190	212	121	4,523	90	32	98	220	378
avr. – juin, 1991	964	844	59	18	921	30	3	6	39	4
juil. – sept.	962	870	53	14	937	11	4	10	25	–
oct. – dec.	1,252	1,095	81	23	1,199	26	7	20	53	–
jan. – mar., 1992	1,182	1,074	52	19	1,145	16	3	18	37	–
TOTAL	4,360	3,883	245	74	4,202	83	17	54	154	4
DIFFÉRENCE RÉELLE:										
avr. – juin, 1990	62	95	(17)	15	93	(8)	11	(4)	(1)	(30)
juil. – sept.	50	67	9	(2)	74	3	(13)	(14)	(24)	–
oct. – dec.	(147)	(127)	(12)	(17)	(156)	4	(1)	6	9	–
jan. – mar., 1991	(206)	(165)	(8)	(11)	(184)	(1)	–	(21)	(22)	–
TOTAL	(241)	(130)	(28)	(15)	(173)	(2)	(3)	(33)	(38)	(30)
avr. – juin, 1991	33	52	(15)	7	44	(5)	–	(2)	(7)	(4)
juil. – sept.	236	173	41	17	231	–	(1)	6	5	–
oct. – dec.	(21)	1	(26)	(7)	(32)	4	–	7	11	–
jan. – mar., 1992	(140)	(134)	(1)	(5)	(140)	(3)	–	3	–	–
TOTAL	108	92	(1)	12	103	(4)	(1)	14	9	(4)
DIFFÉRENCE EN %:										
avr. – juin, 1990	4.3%	10.0%	–27.9%	68.2%	9.0%	–34.8%	157.1%	–23.5%	–2.1%	–8.0%
juil. – sept.	4.0%	6.2%	17.3%	–6.5%	6.3%	16.7%	–92.9%	–35.9%	–33.8%	...
oct. – dec.	–11.8%	–11.7%	–20.0%	–36.2%	–13.1%	19.0%	–16.7%	30.0%	19.1%	...
jan. – mar., 1991	–17.4%	–15.5%	–20.5%	–52.4%	–16.3%	–3.6%	...	–95.5%	–40.0%	...
TOTAL	–4.7%	–3.1%	–13.2%	–12.4%	–3.8%	–2.2%	–9.4%	–33.7%	–17.3%	–7.9%
avr. – juin, 1991	3.4%	6.2%	–25.4%	38.9%	4.8%	–16.7%	...	–33.3%	–17.9%	–100.0%
juil. – sept.	24.5%	19.9%	77.4%	121.4%	24.7%	...	–25.0%	60.0%	20.0%	...
oct. – dec.	–1.7%	0.1%	–32.1%	–30.4%	–2.7%	15.4%	...	35.0%	20.8%	...
jan. – mar., 1992	–11.8%	–12.5%	–1.9%	–26.3%	–12.2%	–18.8%	...	16.7%	...	...
TOTAL	2.5%	2.4%	–0.4%	16.2%	2.5%	–4.8%	–5.9%	25.9%	5.8%	–100.0%

TABLEAU 9: ACCUSATIONS ET CAUSES EN INSTANCE A LA FIN, QUATRE PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA, 1990–91 ET 1991–92

PROVINCE & TRIMESTRE	ACCUSATIONS EN INSTANCE A LA FIN		CONTRAVENTIONS EN INSTANCE A LA FIN		CAUSES EN INSTANCE A LA FIN	
	#	variation % d'une année à l'autre	#	variation % d'une année à l'autre	#	variation % d'une année à l'autre
ILE–DU–PRINCE–ÉDOUARD						
avr.– juin, 1990	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	..	..	..	..	..	..
oct. – dec.	..	..	..	..	..	..
jan. – mar., 1991	..	..	..	..	..	..
avr.– juin	..	..	..	..	..	..
juil. – sept.	1,417	..	–	..	1,077	..
oct. – dec.	1,222	..	–	..	917	..
jan. – mar., 1992	1,686	..	–	..	1,071	..
NOUVELLE–ÉCOSSE						
avr.– juin, 1990	5,494	..	7,533	..	6,826	..
juil. – sept.	7,560	..	7,837	..	8,197	..
oct. – dec.	8,155	..	7,148	..	8,371	..
jan. – mar., 1991	7,693	..	6,867	..	7,818	..
avr.– juin	7,904	43.9%	8,674	15.1%	8,896	30.3%
juil. – sept.	8,950	18.4%	7,412	–5.4%	8,988	9.6%
oct. – dec.	9,173	12.5%	6,602	–7.6%	8,517	1.7%
jan. – mar., 1992	8,642	12.3%	6,620	–3.6%	7,710	–1.4%
QUÉBEC						
avr.– juin, 1990	107,308	..	72,320	..	126,194	..
juil. – sept.	121,062	..	81,599	..	138,834	..
oct. – dec.	114,501	..	99,036	..	151,741	..
jan. – mar., 1991	107,604	..	82,870	..	133,243	..
avr.– juin	101,054	–5.8%	72,627	0.4%	121,780	–3.5%
juil. – sept.	112,636	–7.0%	79,352	–2.8%	131,949	–5.0%
oct. – dec.	111,493	–2.6%	77,564	–21.7%	131,468	–13.4%
jan. – mar., 1992	106,657	–0.9%	83,226	0.4%	133,505	0.2%
YUKON						
avr.– juin, 1990	1,109	..	220	..	954	..
juil. – sept.	1,155	..	220	..	999	..
oct. – dec.	1,008	..	208	..	874	..
jan. – mar., 1991	802	..	203	..	728	..
avr.– juin	448	–59.6%	54	–75.5%	329	–65.5%
juil. – sept.	684	–40.8%	66	–70.0%	506	–49.3%
oct. – dec.	663	–34.2%	52	–75.0%	473	–45.9%
jan. – mar., 1992	523	–21.1%	38	–21.1%	388	–21.1%

ANNEXE A: DONNÉES CONTESTUELLES: CRIMINALITÉ ET POPULATION, 1990 ET 1991

Juridiction	Année financière	Population (1) (,000)	DUC: Adultes inculpés (2) (3) Code crim.	LS/LAD	Autres féd	Prov.	Rég. mun.	TOTAL
Terre–Neuve	1990	573.4	11,159	543	276	5,081	44	17,103
	1991	573.5	11,465	405	226	5,227	36	17,359
Île–du–Prince–Édouard	1990	130.3	2,176	104	22	2,750	51	5,105
	1991	130.7	2,456	61	24	2,862	297	5,700
Nouvelle–Écosse	1990	894.2	18,892	1,408	161	13,847	1,105	35,413
	1991	900.6	20,389	944	195	13,112	919	35,559
Nouveau–Brunswick	1990	723.2	13,075	690	156	8,277	145	22,343
	1991	726.0	13,557	605	211	6,275	133	20,781
Québec	1990	6,769.0	124,570	6,700	531	3,271	14,457	149,829
	1991	6,845.7	131,062	7,476	1,279	2,426	13,277	155,520
Ontario	1990	9,743.3	207,618	17,156	4,052	126,506	11,372	366,704
	1991	9,914.2	218,634	14,351	4,373	114,165	9,764	361,287
Manitoba	1990	1,091.6	25,522	1,551	1,008	5,124	185	33,390
	1991	1,093.2	27,130	1,315	848	5,153	302	34,748
Saskatchewan	1990	999.5	32,708	1,190	279	20,372	1,141	55,690
	1991	994.0	32,717	819	295	15,056	1,049	49,936
Alberta	1990	2,471.6	69,549	4,934	227	18,281	868	93,859
	1991	2,522.3	80,641	4,293	240	19,718	1,105	105,997
Columbie–Britannique	1990	3,126.6	59,926	6,486	772	9,835	2,719	79,738
	1991	3,218.5	67,283	10,259	770	8,932	790	88,034
Territoires du Nord–Ouest	1990	53.8	4,042	195	5	3,125	54	7,421
	1991	54.8	4,328	202	19	4,755	66	9,370
Yukon	1990	26.1	1,541	114	7	2,037	2	3,701
	1991	26.9	1,363	134	2	1,620	0	3,119
TOTAL	1990	26,602.6	570,780	41,071	7,796	218,506	32,143	870,296
	1991	27,000.4	611,025	40,864	8,482	199,301	27,738	887,410

(1) Statistique Canada, 1990 & 1991, Données démographiques, Division de la démographie
(2) Statistique Canada, 1990 & 1991, Statistiques de la criminalité du Canada,no 85–205 au catalogue.
(3) Les données du programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) include

ANNEXE B

DÉFINITIONS POUR LA COMPOSANTE DU NOMBRE DE CAUSES - ETJCA

ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Lois fédérales : lois et règlements, y compris le Code criminel, ayant été adoptés par le Parlement relativement aux questions qui relèvent de la compétence du gouvernement fédéral en vertu de la Loi constitutionnelle. Les lois fédérales seront classées dans quatre catégories : Code criminel, Loi sur les stupéfiants, Loi sur les aliments et drogues et autres lois fédérales.

Lois provinciales : lois, ordonnances et règlements adoptés par une législature provinciale ou territoriale relativement aux questions relevant de la compétence du gouvernement provincial ou territorial, à l'exclusion des règlements municipaux. Les catégories de lois sont les suivantes : circulation, alcool et autres lois provinciales. Il faudra déterminer, pour les catégories relatives à la circulation et à l'alcool, l'ensemble des lois, ordonnances et règlements connexes qui sont propres à chaque province ou territoire.

Règlements municipaux : lois et règlements adoptés par un conseil municipal relativement aux questions qui relèvent de la compétence de l'administration municipale.

Périodes de référence - trimestres : les quatre périodes de trois mois consécutifs au cours d'une année, commençant en janvier, en avril, en juillet et en octobre.

Degré de juridiction : instance à laquelle les audiences ont lieu. L'enquête porte actuellement sur les tribunaux provinciaux qui sont saisis d'affaires criminelles mais, dans l'avenir, les travaux d'élaboration pourraient inclure tous les autres degrés de juridiction.

Greffe : localité du tribunal provincial où les audiences ont lieu ou, dans le cas de contraventions, endroit d'où la contravention est émise.

Unités de dénombrement

L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes est fondée sur des données agrégées, et les unités de dénombrement, qui, à deux exceptions près, ont trait aux activités criminelles des adultes jugées par les tribunaux provinciaux. On ne tient pas compte des jeunes contrevenants dont les causes sont entendues par les tribunaux provinciaux de la jeunesse. Cependant, on compte les adolescents qui, vu la gravité de leurs crimes, sont renvoyés devant un tribunal pour adultes en application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, puisque le traitement de ces causes vient s'ajouter à la charge de travail des tribunaux provinciaux pour adultes visés par la présente enquête. La deuxième exception concerne le compte des accusations

lorsqu'il s'agit de contraventions. Il faut compter celles-ci tant pour les jeunes contrevenants que pour les adultes.

Accusations :

La composante du nombre de causes permet d'obtenir un compte global de tous les chefs d'accusation indiqués sur l'ensemble des dénonciations traitées au cours de la période de référence. Les accusations sont classées selon le genre de loi (lois fédérales, lois provinciales et règlements municipaux) et selon le greffe. Les dénonciations qui ne mènent pas à une date d'audience sont exclues de l'enquête.

Par exemple, vingt accusations d'introduction par effraction contre une personne A correspondent à vingt accusations dans la catégorie des lois fédérales. En outre, si une personne B est accusée de cinq infractions au Code criminel et de deux infractions à une loi provinciale, il faut inscrire, dans le cadre de l'enquête, cinq accusations dans la catégorie des lois fédérales et deux accusations dans la catégorie des lois provinciales. Il n'est pas nécessaire d'appliquer la règle de la «loi la plus sévère» (décrite dans la partie suivante) lorsque l'on dénombre les accusations.

Les données sur les «accusations» sont recueillies selon les quatre catégories suivantes : accusations en instance au début, accusations déposées, accusations ayant fait l'objet d'une décision et accusations en instance à la fin. Ces catégories sont décrites ci-après.

Accusations en instance au début : accusations ayant mené à une date d'audience au cours d'une période de référence antérieure, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener durant une période de référence antérieure ne sont pas incluses dans le compte des accusations en instance au début.

Accusations déposées : accusations à l'égard desquelles une première comparution a eu lieu durant la période de référence. Cette catégorie comprend également les accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'un autre tribunal ou degré de juridiction (p. ex. cour supérieure) dans la province et pour lesquelles les comparutions ont eu lieu, les accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'une autre province ou d'un autre territoire et les accusations qui, après avoir été suspendues ou avoir donné lieu à un mandat d'amener au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, ont été déposées à nouveau durant la période de déclaration.

Accusations ayant fait l'objet d'une décision : Aux fins de la composante du nombre de causes de l'ETJCA, une accusation a fait l'objet d'une décision, si elle comporte l'une des décisions énumérées ci-dessous durant la période de référence.

La catégorie **accusations ayant fait l'objet d'une décision** comprend les sous-catégories suivantes :

1. Accusation suspendue (y compris ajournée indéfiniment)

2. Accusation retirée

3.* Accusation rejetée/libération au moment de l'enquête préliminaire

4.** Plaidoyer de culpabilité

5.*** Déclaration de culpabilité

6. Déclaration de non-culpabilité (acquittement de l'infraction imputée; acquittement pour cause d'aliénation mentale)

7. Mandat d'amener

8. Autres (renvoi pour subir son procès devant la cour supérieure, désistement à l'extérieur de la province, désistement dans la province, annulation, nullité, inaptitude à subir son procès, argument relatif à la charte invoqué par la défense).

* Par «libération» dans la sous-catégorie **3 «accusation rejetée/libération»**, on entend uniquement les accusations ayant donné lieu à une libération au moment de l'enquête préliminaire. Les libérations conditionnelles et inconditionnelles accordées après la déclaration de culpabilité doivent être classées dans la sous-catégorie **5 «déclaration de culpabilité»**.

** «Plaidoyer de culpabilité» indique que l'accusé a plaidé coupable et que le tribunal a accepté le plaidoyer.

*** «Déclaration de culpabilité» indique que la culpabilité de l'accusé est fondée sur les preuves fournies contre ce dernier et non sur les renseignements du plaidoyer.

Accusations en instance à la fin : accusations déposées au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, mais n'ayant pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre d'accusations en instance à la fin, on additionne les accusations en instance au début et les accusations déposées, puis on soustrait les accusations ayant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Accusations : contraventions

La composante du nombre de causes permet également d'obtenir un compte global de tous les chefs d'accusation indiqués sur les contraventions traitées au cours de la période de référence. Les données sur les contraventions seront recueillies selon les quatre catégories décrites ci-après.

Accusations en instance au début : accusations déposées sous forme de contravention durant une période de référence antérieure, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener au cours d'une période de référence antérieure ne sont pas incluses dans le compte des accusations en instance au début. Cette catégorie comprend en outre les contraventions remises aux accusés vers la fin de la période de référence précédente et pour lesquelles la date prévue de l'audience tombe dans la période de référence visée.

Accusations déposées : contraventions remises aux accusés au cours de la période de référence, selon la date à laquelle la contravention a été dressée. Cette catégorie comprend les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener durant la période de référence visée ou une période antérieure qui ont été déposées à nouveau au cours de la période de déclaration.

Accusations ayant fait l'objet d'une décision : Aux fins de l'ETJCA, une contravention a fait l'objet d'une décision, si elle comporte l'une des décisions énumérées ci-dessous et si aucune audience subséquente n'a eu lieu devant le tribunal provincial de la localité où la décision a été rendue.

La catégorie **accusations ayant fait l'objet d'une décision** comprend les sous-catégories suivantes :

1. Paiement volontaire (paiement volontaire, effort ou entente pour payer avant la date d'audience)

2. Accusé réputé coupable (condamnation d'office)

3. Déclaration de culpabilité (comprend le plaidoyer de culpabilité)

4. Déclaration de non-culpabilité (acquittement de l'infraction imputée)

5. Mandat d'amener

6. Autres (accusation suspendue, retirée, rejetée, libération, désistement à l'extérieur de la province, désistement dans la province, rejet, nullité, annulation)

Accusations en instance à la fin : accusations déposées au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, mais n'ayant pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre d'accusations en instance à la fin, on

additionne les accusations en instance au début et les accusations déposées, puis on soustrait les accusations ayant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Causes :

On obtient un compte global de toutes les causes ayant été traitées par un tribunal au cours de la période de référence.

Afin de totaliser correctement les unités de dénombrement des causes et des audiences-causes, on applique la règle de la **loi la plus sévère (LPS)** et la règle de la **décision la plus sévère (DPS)**.

La première règle consiste à déterminer la **loi la plus sévère** lorsqu'il y a au moins deux accusations liées entre elles et à compter la cause en fonction de la loi la plus sévère. On considère que deux accusations, y compris les contraventions, sont liées entre elles, lorsque le code d'identification de l'accusé, le greffe et la date de comparution sont identiques. Par exemple, une cause peut comporter plusieurs accusations liées entre elles et ayant toutes la même date de comparution. On comptera la cause une seule fois en fonction de la loi la plus sévère. De plus, la cause sera comptée une seule fois durant la période de référence, peu importe le nombre d'audiences.

Voici le classement des lois par ordre décroissant de sévérité :

1. Lois fédérales
   a. Code criminel
   b. Loi sur les stupéfiants
   c. Loi sur les aliments et drogues
   d. Autres

2. Lois provinciales
   a. Circulation
   b. Alcool
   c. Autres

3. Règlements municipaux (tous)

La deuxième règle consiste à déterminer la **décision la plus sévère** lorsqu'au moins deux accusations liées entre elles ont trait à la même loi la plus sévère. On compte la cause en fonction de la catégorie de décisions qui est établie selon la sévérité de la décision; la DPS est appliquée **après** que la loi la plus sévère a été déterminée. Par exemple, une cause comporte trois accusations : vol qualifié (CC), voies de fait (CC) et possession de drogues (LSS). Une déclaration de non-culpabilité est rendue à l'égard du vol qualifié, mais une déclaration de

culpabilité est prononcée à l'égard des voies de fait et de l'infraction relative aux drogues. En application de la règle LPS, la cause est comptée dans la catégorie des infractions au CC. Il faut recourir à la règle DPS parce que les deux infractions au CC ont entraîné des décisions différentes (déclaration de non-culpabilité de vol qualifié et déclaration de culpabilité de voies de fait). D'après la règle DPS, la déclaration de culpabilité est plus sévère que la déclaration de non-culpabilité et, par conséquent, la décision rendue dans la cause doit être comptée dans la catégorie «déclaration de culpabilité».

Voici le classement des décisions par ordre décroissant de sévérité :

1. Déclaration de culpabilité (335)
2. Plaidoyer de culpabilité (334)
3. Autres (338)
4. Accusation suspendue (331)
5. Déclaration de non-culpabilité (336)
6. Accusation rejetée/libération (333)
7. Accusation retirée (332)
8. Mandat d'amener (337)

Causes en instance au début : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours d'une période de référence antérieure et dans lesquelles les accusations connexes n'ont pas toutes fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Cette catégorie ne comprend pas le compte des causes dans lesquelles l'accusation portée en vertu de la loi la plus sévère a été suspendue ou a donné lieu à un mandat d'amener avant la période de référence.

Causes déposées : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours de la période de référence visée. Cette catégorie comprend le compte des causes dans lesquelles l'accusation, après avoir été suspendue ou avoir donné lieu à un mandat d'amener durant la période de référence visée ou une période antérieure, a été déposée à nouveau durant la période de référence. Pour calculer le nombre de causes déposées à la suite d'une contravention, on procède de la même façon que s'il s'agissait d'une accusation. Toutefois, si la décision rendue à l'égard d'une contravention est le «paiement volontaire» avant la date de la comparution, il ne faut pas inclure le compte des causes déposées.

Causes ayant fait l'objet d'une décision : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure et pour lesquelles une décision définitive a été rendue à l'égard de la dernière accusation connexe durant la période de référence visée. Les huit catégories de décisions sont identiques à celles énumérées pour l'unité de dénombrement «accusation». De même, si la décision rendue à l'égard d'une contravention est le «paiement volontaire» avant la date de la comparution, il ne faut pas inclure le compte des causes ayant fait l'objet d'une décision.

Causes en instance à la fin : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure et dans lesquelles les accusations

connexes n'ont pas toutes fait l'objet d'une décision avant la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre de causes en instance à la fin, on additionne les causes en instance au début et les causes déposées, puis on soustrait toutes les causes ayant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Audiences-causes :

Il s'agit du compte global des audiences-causes, selon la loi la plus sévère, au cours de la période de référence. Par «audience-cause» on entend l'audition d'un accusé devant le tribunal à une date donnée durant la période de référence. Par exemple, si un accusé était entendu en cour trois jours différents durant une même période de référence, on compterait trois audiences-causes. De la même façon, si deux accusés faisant l'objet d'accusations similaires et dont la date de comparution est identique étaient entendus devant le tribunal trois jours différents durant une même période de référence, on compterait six audiences-causes aux fins de l'enquête.

Audiences de non-procès : audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire (caution), enquêtes préliminaires, audiences visant à établir l'aptitude à subir un procès et comparutions ou audiences subséquentes qui ne sont pas des audiences de procès. Cette catégorie comprend également les audiences qui ont pour but de déterminer la peine.

Audiences de procès : ensemble des audiences appelées «audiences de procès». Si une personne est entendue un jour donné dans le cadre d'un procès, on comptera une audience de procès; si deux personnes sont entendues le même jour dans le cadre d'un même procès, on comptera deux audiences de procès.

ANNEXE C

NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Étapes du cheminement des données et sources d'erreur

Les données de la composante du nombre de causes de l'ETJCA présentées ici et dans d'autres rapports semblables ont subi de nombreux types de traitement depuis leur collecte initiale dans les salles d'audience. Chaque processus peut occasionner des erreurs ou un écart entre l'affaire initiale portée devant le tribunal et les données finales totalisées.

Voici une description des quatre étapes fondamentales du cheminement des données de l'ETJCA et des types d'erreurs pouvant être commises à chaque étape.

Étape 1. Collecte des données initiales

La première étape consiste à enregistrer dans un registre d'audience les données sur les affaires instruites devant un tribunal.

> Erreurs de réponse et de mesure : Il peut y avoir des divergences entre les provinces et les territoires ou entre les greffes d'une même province ou d'un même territoire quant aux procédures de fonctionnement et d'enregistrement dans les tribunaux, à l'interprétation des lois ou des concepts juridiques et aux pratiques en matière de détermination de la peine.
>
> Erreurs dues à la non-réponse : Il se peut que les données relatives à certaines variables de l'ETJCA ne soient pas recueillies, si elles ne sont pas nécessaires à des fins opérationnelles et administratives.
>
> Erreurs de codage des données : Les greffiers peuvent commettre des erreurs lors de l'enregistrement des données sur les affaires instruites devant un tribunal.

Étape 2. Traitement des données initiales par le secteur de compétence

Les données tirées des registres d'audience sont saisies dans les systèmes automatisés opérationnels des provinces et des territoires. Elles sont ensuite chargées dans les systèmes automatisés intégrés de gestion des provinces et des territoires.

> Erreurs dues à la couverture : Il se peut que les données de certains greffes ne soient pas saisies pour être incluses dans les fichiers automatisés.

Erreurs dues à la non-réponse : Il se peut que les données concernant certaines variables de l'ETJCA ne soient pas saisies pour être incluses dans les systèmes automatisés opérationnels, même si elles existent dans les registres d'audience.

Erreurs de codage et de saisie des données : Les greffiers peuvent commettre des erreurs ou causer des retards lors du codage des données dans le registre d'audience ou lors de la transformation des données du registre sous une forme lisible par machine.

Erreurs de contrôle et d'imputation : Les règles de contrôle et d'imputation peuvent être mal interprétées ou peuvent être trop strictes ou relâchées.

Erreurs dues au système : Le traitement des fichiers opérationnels ou des fichiers des systèmes automatisés intégrés de gestion peut occasionner des erreurs.

Étape 3. Transcription des données selon la structure de l'ETJCA

Le logiciel d'interface choisit les enregistrements applicables parmi les systèmes automatisés opérationnels des tribunaux ou les systèmes automatisés intégrés de gestion dans les provinces et les territoires. Les enregistrements sont ensuite transcrits selon la structure de l'ETJCA et envoyés au CCSJ aux fins de traitement.

Erreurs dues au système : Il se peut que les spécifications concernant le logiciel d'interface des données de l'ETJCA soient erronées ou mal interprétées ou que le logiciel d'interface soit lui-même erroné.

Erreurs dues à la couverture : Le logiciel d'interface pourrait extraire des enregistrements non désirés ou omettre des enregistrements qui devraient être pris en compte dans l'enquête.

Instruments de l'ETJCA pour assurer la qualité des données

Un certain nombre d'instruments ont été conçus par les responsables de l'ETJCA afin de réduire au minimum ou de corriger les erreurs mentionnées ci-dessus.

Système de contrôle de l'ETJCA

Le système de contrôle de l'ETJCA est le principal instrument mis au point pour déceler et corriger les erreurs dans les données et pour guider l'élaboration du logiciel d'interface. Les données erronées traitées par ce système peuvent entraîner l'une des conséquences suivantes :

a) Rejet des données
Trois types d'erreurs occasionnent un rejet des données : les unités de dénombrement manquantes; les valeurs invalides pour les unités de dénombrement, le degré de juridiction ou l'identificateur du greffe; et les enregistrements en double.

b) Message d'avertissement
Les avertissements servent à relever les incohérences dans les combinaisons d'éléments d'information, les données manquantes dans les zones secondaires facultatives et les codes erronés.

Des rapports sur la qualité des données, où sont décrites la nature et l'étendue de ces erreurs, sont envoyés à chaque province et territoire. Comme suite à ces rapports, on discute des questions et des problèmes soulevés et on trouve des solutions possibles.

Méthode d'élaboration du logiciel d'interface

Comme il a été mentionné plus haut, les erreurs dues au système peuvent se produire durant l'extraction et la transcription des données provinciales ou territoriales selon la structure de l'ETJCA. Les responsables de l'ETJCA ont tenté de réduire au minimum ce risque d'erreur en appliquant une méthode standard d'élaboration du logiciel d'interface, laquelle exige que le logiciel soit soumis à un essai complet par l'ETJCA et par la province ou le territoire avant d'être mis en oeuvre. Voici les étapes nécessaires à l'élaboration de l'interface :

a) On étudie la faisabilité d'élaborer un logiciel d'interface. On définit un cadre d'essai pour le système opérationnel de la province ou du territoire afin d'aider à l'étude de faisabilité et à l'élaboration du logiciel d'interface.

b) On met en correspondance les éléments d'information de la province ou du territoire et les besoins en données de l'ETJCA.

c) On exécute le logiciel d'interface dans le cadre d'essai à l'aide des données d'essai, et les résultats sont vérifiés par l'ETJCA et la province ou le territoire. On indique toute divergence entre les résultats réels et les résultats attendus, et on apporte les corrections qui s'imposent.

d) On exécute le logiciel d'interface dans le cadre d'exploitation, et les résultats sont vérifiés par l'ETJCA et la province ou le territoire. On décèle les erreurs, et on apporte les corrections qui s'imposent.

e) On évalue les résultats afin de déterminer dans quelle mesure les données extraites par l'interface correspondent à celles contenues dans les fichiers initiaux des tribunaux de la province ou du territoire et dans les fichiers du système automatisé opérationnel. Les résultats de l'évaluation permettront en outre l'étude des erreurs de réponse ou des divergences entre les données finales publiées et l'enregistrement initial de l'affaire portée devant le tribunal.

Questions relatives à la qualité des données soulevées par les systèmes provinciaux et territoriaux

La qualité des données de l'ETJCA comporte certaines limites du fait que les données sont des sous-produits des systèmes automatisés opérationnels des provinces et des territoires. Les erreurs relatives à la conception, à l'élaboration ou à la mise en oeuvre des systèmes provinciaux et territoriaux peuvent diminuer la qualité des données de l'ETJCA.

DATE DUE

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010474745